



La France et les Balkans

des Croisades à la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

**Conquêtes et alliances opportunistes,
influences culturelle et économique,
interventions militaires et amitiés de circonstance.**

**Mémoire de géopolitique
du Commandant Alain Deniau
dans le cadre du séminaire “Géopolitique des Balkans”**

Directeur : Ambassadeur Georges-Marie CHENU

Avril 2003

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1) CHOC DES CIVILISATIONS, CONQUETES ET COLONISATIONS (XIE-XIIIE SIECLE)	4
1.1) LES PREMIERS CONTACTS	4
1.1.1) Les conquêtes normandes.....	4
1.1.2) Les trois premières croisades	4
1.2) LA QUATRIEME CROISADE ET LA PRINCIPAUTE « FRANÇAISE » D'ACHAÏE.....	6
1.3) LA MAISON D'ANJOU ET LES BALKANS	9
1.3.1) Charles le d'Anjou et son rêve d'empire méditerranéen	9
1.3.2) Charles-Robert d'Anjou et les Croates.....	10
2) ENTRE SOLIDARITE CHRETIENNE ET ALLIANCE AVEC LES MUSULMANS (XVIIIE-XVIIIIE SIECLE).....	12
2.1) CHARLES VI ET LA SOLIDARITE CHRETIENNE	12
2.2) FRANÇOIS IER ET L'ALLIANCE DE REVERS	14
2.3) EQUILIBRE ENTRE ALLIANCE DE REVERS ET SOLIDARITE CHRETIENNE	17
2.3.1) Le cas de la guerre de Trente Ans.....	17
2.3.2) Les soubresauts de la solidarité chrétienne.....	18
2.3.3) Le retour de l'alliance de revers.....	19
2.3.4) Le cas particuliers des provinces habsbourgeoises.....	20
2.3.5) Développement de l'influence.....	22
3) LA PRESENCE MILITAIRE FRANÇAISE DANS LES BALKANS (1789-1815).....	24
3.1) LA FRANCE ET L'EMPIRE OTTOMAN	25
3.2) LA FRANCE ET LES INSURGES SERBES	26
3.3) LA FRANCE DANS LES ILES IONIENNES ET LES PROVINCES ILLYRIENNES.....	27
3.3.1) Les îles ioniennes.....	27
3.3.2) Les provinces Illyriennes.....	28
4) SOUTIEN AUX NATIONALISMES ET IMPERIALISME ECONOMIQUE (1815-1914)	33
4.1) INFLUENCE CULTURELLE ET SOUTIEN AUX NATIONALISMES.....	33
4.1.1) Cas de la Grèce	33
4.1.2) Cas de la Roumanie	35
4.1.3) Cas de la Serbie	35
4.1.4) Cas de la Bulgarie	36
4.2) INFLUENCE POLITIQUE ET IMPERIALISME ECONOMIQUE	37
5) LA GRANDE GUERRE ET LA NAISSANCE DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES.....	41
5.1) L'ACTION MILITAIRE FRANÇAISE DANS LES BALKANS.	41
5.1.1) La France et les Dardanelles.....	41
5.1.2) La France et la Macédoine.....	43
5.1.3) La France et les Slaves du sud.....	45
5.1.4) La France et la Roumanie	45
5.2) LA POLITIQUE FRANÇAISE VIS-A-VIS DES YUGOSLAVES.....	46
5.2.1) Le soutien apporté à la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.....	46
5.2.2) L'abandon du Monténégro	50
5.2.3) La Macédoine sous influence.....	50
CONCLUSION	52
BIBLIOGRAPHIE.....	56

INTRODUCTION

Les guerres qui enflammèrent la Yougoslavie de 1991 à 1999 ont brutalement rappelé aux Français l'existence des Balkans, contrée européenne à la fois si proche géographiquement et si éloignée par son développement économique et sa culture. Pourtant, la rencontre entre la France et les Balkans est déjà très ancienne, et l'Histoire est là pour nous le rappeler...

En effet, l'Histoire montre que notre pays a connu pendant mille ans des interactions discontinues plus ou moins fortes avec cette région et cela principalement en raison de ses côtes méditerranéennes situées sur la route du Levant et de sa frontière commune avec l'espace romain germanique. Ainsi, il ne faut pas oublier que du Moyen Age à l'établissement du nouveau régime, la France fut présente par deux fois dans la péninsule balkanique, d'abord province de l'empire byzantin du Ve au XVe siècle, puis des empires ottoman et habsbourgeois du XVe au XIXe siècle. Il s'agit tout d'abord d'un siècle de présence féodale dans les Etats latins de Grèce (XIIIe-XIVe), puis de la constitution par Napoléon Bonaparte des éphémères Provinces Illyriennes (1809-1814) sur la côte Adriatique. Au cours de cette période, la politique française oscilla constamment entre un soutien à la communauté chrétienne confrontée à la poussée ottomane et les intérêts de notre pays confronté au Saint Empire Romain Germanique. Ainsi, après que les chevaliers français eurent largement contribué au sac de Constantinople qui constituait le principal rempart contre les Ottomans, la France participa à la lutte contre l'Infidèle, avant d'engager avec François Ie une alliance avec le monde musulman contre les Empires centraux. Cette alliance fut quant à elle plus ou moins forte en fonction des souverains, des intérêts et des puissances relatives des différents pays concernés.

A partir du XIXe siècle, l'influence des Lumières et de la Révolution française pénétra au plus profond des Balkans, et tout en appuyant les réformes entreprises par l'empire ottoman, la France n'en soutint pas moins le réveil des nations balkaniques et la constitution de nouveaux Etats chrétiens, qu'elle s'efforça de placer sous tutelle économique pour endiguer les Puissances centrales et la Russie. Le début du XXe siècle fut principalement marqué par le renforcement d'une amitié de circonstance entre la France et la Serbie, alliance sacralisée, au cœur des Balkans, dans le sang de la première guerre mondiale. Malgré cela, la France tarda à soutenir officiellement le regroupement des Slaves du sud au sein du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Centré sur la période allant des Croisades au premier regroupement des Slaves du sud au sein d'un même Etat, ce mémoire vise à mettre en exergue une partie de l'histoire commune de la France et des Balkans, une histoire parfois peu approfondie, quelquefois à caractère anecdotique et qui peut être caractérisée par sa discontinuité, ainsi que son évolution en fonction des intérêts de la France dans la région. Ainsi, cette histoire prend-elle des formes aussi variées que des conquêtes et des alliances opportunistes, des influences culturelle et économique, des interventions militaires et des amitiés de circonstance.

1) Choc des civilisations, conquêtes et colonisations (XIe-XIIIe siècle)

Si des chevaliers français traversèrent à plusieurs reprises la péninsule balkanique principalement dans le but de délivrer la Terre Sainte, ce fut au cours de la période allant de 1204 à 1341, qu'ils prirent une place importante dans le destin des Balkans. Ainsi, ils jouèrent un rôle central dans le sac de Constantinople, avant d'établir sur les ruines de l'empire byzantin, un empire Latin en Grèce qui pourrait être qualifié de véritable colonie française. Cette conquête s'inscrivit dans une grande période de rayonnement français comparable à celles de Louis XIV et des Lumières.

1.1) Les premiers contacts

1.1.1) Les conquêtes normandes

Si l'on considère le territoire français tel qu'il existe aujourd'hui, la première grande apparition des « Français » dans les Balkans remonta au XIe siècle, avec le passage en Esclavonie¹, dans les années 1081-1085, des armées normandes de Robert Guiscard². Celui-ci n'était pas vraiment français puisque la Normandie n'entra dans le royaume de France que 200 ans plus tard (1204). Cependant, originaire du Cotentin, il peut être considéré comme le premier chevalier de France à être intervenu dans les Balkans. Après avoir chassé les Byzantins d'Italie (1071) et enlevé la Sicile aux Sarrasins, il vint défier Alexis Ie Comnène (1081-1118) sur les terres balkaniques où il reçut l'aide des archers dalmates et le renfort de galères ragusaines.

1.1.2) Les trois premières croisades

Quelques années plus tard, la première croisade (1096-1099) ramena les Français dans la région. Venue de Bourgogne, d'Auvergne, de Gascogne, de Gothie³ et de Provence, conduite par le Comte de Toulouse Raimond de Saint-Gilles, la fleur de la noblesse du Midi transita par la côte dalmate (Milan, Raguse, Durazzo, Ohrid, Constantinople...) en direction des Lieux Saints. La chronique de ce voyage fut écrite par Raimond d'Agiles⁴ et l'historien des croisades Guillaume de Tyr. Décrivant les relations franco-dalmates, ce dernier écrivit dans ses chroniques :

« Les Esclavons (Dalmates), qui avaient en leur qualité d'indigènes une parfaite connaissance des lieux, suivaient à mi-côte la ligne des montagnes, et, du fond des retraites qui les abritaient, ne cessaient de harceler les Croisés, qui ne savaient comment se mettre en garde contre des ennemis insaisissables et des attaques aussi soudaines que multipliées »

¹ Nom moyenâgeux donné à la Dalmatie.

² Né en 1015, mort en 1085, comte puis duc de Pouilles, de Calabre et de Sicile (1059-1085). Son frère Roger de Hauteville lui succéda et le fils de ce dernier, Roger II, fut le premier roi de Sicile (1130-1154).

³ Région de Narbonne.

⁴ Chapelain du comte de Toulouse.

Excédé par les assauts répétés dont furent victimes les civils et les malades qui suivaient sa troupe, Raimond de Saint-Gilles appliqua aux prisonniers des traitements suffisamment atroces pour empêcher une quelconque fraternisation entre « Français » et Dalmates. Pierre l'Ermite, un moine picard, conduisit quant à lui une croisade d'hommes du peuple par la vallée du Danube, puis le cœur des Balkans jusqu'à Constantinople. Pillant en route pour vivre et mal accueillis à cause de cela, ses hommes furent parfois attaqués et massacrés par les peuples indigènes (Serbes, Bulgares, etc.). Une fois passée en Anatolie, cette expédition fut rapidement anéantie par les Turcs. Pierre l'Ermite fut suivi sur cette route par Godefroy de Bouillon, duc de Basse Lorraine. Le regroupement des armées croisées, et notamment celles des chevaliers français Godefroy de Bouillon et Raimond de St Gille, permit alors de repousser les Turcs, et de créer en Terre Sainte, des Etats latins d'Orient⁵, au grand damne des Byzantins.

Dès le début du XIIe siècle, les chrétiens d'Orient durent à deux reprises faire appel à l'Occident pour se défendre contre les musulmans avancés sur leurs territoires. Lors de la seconde croisade (1147-1149), le roi de France Louis VII (1137-1180) et l'empereur germanique Conrad III (1138-1152) transitèrent par le cœur des Balkans (Vienne, Nis, Andrinople, Constantinople, etc.). Refusant de rendre hommage à l'empereur byzantin Manuel Ie Comnène, les relations devinrent extrêmement tendues avec les Croisés. Le normand Roger II (roi de Sicile) en profita alors pour ravager Corinthe et Thèbes et l'empereur byzantin chercha alors un allié auprès du sultan de Roum. Privés du soutien des Byzantins, les Germaniques se firent battre en Anatolie et les Français échouèrent dans leur attaque contre Damas.

La troisième croisade (1189-1192) eut pour objectif la reprise de Jérusalem tombée entre les mains du sultan Saladin en 1187. Menée par Frédéric Barberousse (1155-1190), Philippe Auguste (1180-1223) et Richard cœur de lion (1189-1199), les troupes françaises rejoignirent la crête puis chypre par bateau. Cette croisade n'aboutit qu'à la prise de Chypre, dont hérita le français Gui de Lusignan en 1192⁶, ainsi que de saint Jean d'Acre.

Ni la seconde, ni la troisième croisade ne réussirent à refouler les envahisseurs turcs, dont les progrès furent au contraire consolidés. Les musulmans contrôlèrent Jérusalem et tout l'arrière pays. Reléguant la haine de l'Infidèle au second plan, les Européens commencèrent alors à négocier avec les musulmans afin de protéger les intérêts chrétiens en Orient et de préserver une frange côtière assurant les liaisons commerciales entre le Levant et l'Europe. En revanche, tous au long du XIIe siècle, l'hostilité ne cessa de croître entre l'Occident et Byzance, rendue responsable de l'échec des croisades.

⁵ Principauté d'Antioche, comté d'Edesse, royaume de Jérusalem et comté de Tripoli.

⁶ (1129-1194). Roi de Jérusalem (1186-1192), seigneur de Chypre (1192-1194).

1.2) La quatrième croisade et la principauté « française » d'Achaïe

Initiée par le pape Innocent III qui voulut profiter de la mort de Saladin (1193) et approuvée par Philippe Auguste, la quatrième croisade eut initialement pour objectif la reconquête de la Terre Sainte via l'Égypte. Une grande partie de la noblesse française y participa, avec à sa tête : le comte Baudouin de Flandre, le comte de Toulouse, le marquis Boniface de Montferrat (beau-frère du roi de France) et le maréchal de champagne Geoffroy de Villehardouin. Elle fut cependant dévoyée de son but premier et s'inscrivit dans la politique d'hégémonie commerciale de Venise en Méditerranée. En effet, afin de payer leur transport, les Croisés se virent dans un premier temps, contre l'avis du Pape, contraints par les Vénitiens de prendre la ville de Zara (Zadar) en Esclavonie (1202). Selon les chroniqueurs de l'époque, le massacre fut tel que seules les églises furent épargnées et que les cadavres accumulés ne purent tous être ensevelis. Conscients de ces horreurs, certains barons français abandonnèrent la croisade. Par la suite, sur demande du Pape et pour des raisons politico-religieuses, la croisade fut détournée vers la ville de Constantinople qui fut prise afin d'y rétablir, l'empereur déchu Alexis IV. Ce dernier ayant trahi les chevaliers, la ville fut reprise une seconde fois et saccagée (1204). L'idée d'une conquête de Constantinople n'était pas bien nouvelle, elle hantait depuis de nombreuses années les esprits de la Papauté (schisme de 1054), des marchands vénitiens (contrôle des Détroits) et des Croisés qui partageaient la traditionnelle hostilité des chevaliers envers des byzantins « schismatiques » et considérés, depuis les premières croisades, comme indignes de toute confiance. Les circonstances du sac furent rapportées en langue d'oïl par Geoffroy de VilleHardouin⁷ ou encore des chevaliers poètes ayant également participé tels que Conon de Béthune, Hugues de Saint Quentin, Robert de Blois ou Jean de Brienne. Geoffroy de Villehardouin reçut quant à lui, le titre de Maréchal de Romanie⁸ et resta en Orient où il tenta de justifier l'expédition de Constantinople dans une chronique en prose intitulée : « La conquête de Constantinople »⁹. Cette quatrième croisade eut des conséquences désastreuses dans les Balkans. En effet, les chevaliers français prirent une large responsabilité d'une part dans l'affaiblissement puis l'effondrement de l'empire byzantin et d'autre part dans le grand ressentiment des chrétiens orthodoxes envers les chrétiens d'Occident, ressentiment haineux qui perdure encore aujourd'hui.

Sur les débris de l'empire byzantin, trois États français furent constitués : l'empire latin de Constantinople, le royaume de Thessalonique et la principauté d'Achaïe, à laquelle fut rattachée le duché d'Athènes. Par divers accords et mariages, l'empereur latin de Constantinople assura une suzeraineté sur l'ensemble. Par ailleurs, des mariages et des communications régulières permirent de conserver des relations très étroites entre les chevaliers français et la « mère patrie ». Ainsi, dans ses lettres, le pape Honorius IV (1285-1287) donnait-il à la Romanie le titre de « Nouvelle France ».

Les seigneuries d'Asie (duché de Nicomédie) furent les premières conquêtes latines à retourner dans les mains de l'empereur de Nicée, Michel VIII Paléologue.

⁷ (1150-1213) : Maréchal de Champagne et l'un des chefs de la IV^e croisade.

⁸ Nom donné à la partie occidentale de l'empire byzantin.

⁹ Parue en 1207.

Dans la partie européenne, le roi bulgare Jean Asan réussit à maintenir contre les Croisés l'indépendance de son royaume arraché auparavant à la domination des empereurs byzantins. Un descendant des Comnène, Michel, créa dans le despotat d'Epire (ou d'Arta), une nouvelle souveraineté indépendante. Entre ces deux puissants adversaires, le royaume de Thessalonique, alors aux mains du marquis Boniface de Montferrat (beau-frère du roi de France) ne put avoir qu'une courte existence. Le despote d'Epire le conquit en 1224, les Bulgares le reprirent en 1230, puis il fut définitivement absorbé par l'empereur de Nicée en 1246.

L'empire latin de Constantinople connut cinq empereurs natifs de France : Baudouin I^e de Flandre¹⁰ (1204-1205), son frère Henry de Hainaut (1206-1216), Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre (1216-1218), son fils Robert de Courtenay (1218-1220), puis le frère de ce dernier Baudouin II (1220-1261). Créé en 1204, cet empire s'éteignit en 1261, reconquis par l'empereur de Nicée. Auparavant, Baudouin I^e et sa chevalerie furent défaits par une coalition greco-bulgare en 1205. Il finit sa vie dans la forteresse bulgare de Tirnovo en 1206. Lorsque Constantinople fut reprise par les Grecs, Baudouin II erra dans toutes les cours d'Europe cherchant de l'aide auprès de divers souverains. Il visita notamment Manfred¹¹, roi de Naples, le pape Urbain IV (1261-1264) et le roi de France Saint Louis. Par la suite, il céda sa suzeraineté sur les restes de son empire¹² (dont la principauté d'Achaïe) à Charles I^e d'Anjou, devenu roi des Deux-Siciles.

Le duché français d'Athènes fut confié par Boniface de Montferrat à Guillaume de La Roche et reconquis par les Catalans en 1311.

Des trois Etats français, ce fut la principauté d'Achaïe (ou de Morée) qui survécut le plus longtemps à la pression exercée par les avant-postes byzantins. En plus de la Morée (actuel Péloponnèse), cette principauté se composait d'une partie de la Grèce continentale allant du détroit de Mégare à Lamia, et de la Grèce insulaire avec l'Eubée, les Cyclades et les îles ioniennes moins Corfou. Cette région fut conquise par Guillaume de Champlitte (1205-1210) accompagné de chevaliers bourguignons, qui apprenant la chute de Constantinople, partirent en Morée afin d'y conquérir de nouveaux fiefs. Ils furent rapidement rejoints par Geoffroy de Villehardouin¹³ et ses chevaliers, qui avaient également commencé à conquérir quelques places fortes dans cette région. La conquête fut partagée en fiefs distribués aux divers chevaliers parmi lesquels des représentants des plus illustres familles de France : « de Brienne », « de Neuilly », « de la Trémoille », « Saint Omer¹⁴ ». Guillaume de Champlitte fut nommé prince d'Achaïe et Geoffroy de Villehardouin, Maréchal de Morée.

Le frère de Guillaume de Champlitte étant décédé, ce dernier transmit la principauté à Geoffroy de Villehardouin (1210-1230) et partit pour la France où le roi Philippe Auguste le félicita pour ses exploits. Succédant à son père, Geoffroy II de Villehardouin (1230-1246) se

¹⁰ Baudouin I^{er} (1171-1206) : Comte de Flandre sous le nom de Baudouin IX et empereur latin d'Orient (1204-1206).

¹¹ Roi de Sicile de 1254 à 1265, gendre du despote d'Epire, et fils de l'Empereur Frédéric II.

¹² Traité de Viterbe en 1267.

¹³ Neveu du Maréchal de Champagne et de Romanie Geoffroy de Villehardouin.

¹⁴ La forteresse de Saint Omer fut élevée en 1310 par le maréchal héréditaire de la principauté de Morée Nicolas de St Omer.

maria avec la fille de l'empereur de Constantinople : Agnès de Courtenay¹⁵. En 1238, il vint dégager les Français de Constantinople alors assiégés par les forces réunies de l'empereur de Nicée et du roi de Bulgarie. Mort sans enfant, son frère Guillaume de Villehardouin (dit de Calamata) lui succéda et épousa la fille du despotat d'Arta. Celui-ci, accompagné du duc de Bourgogne, rejoignit Saint Louis à Chypre et participa à ses côtés à la conquête de Damiette en Egypte¹⁶. En 1259, il fut trahéusement abandonné par son beau-père Michel Comnène, qui l'avait appelé à son secours dans sa lutte contre l'empereur de Nicée. Il fut fait prisonnier avec quelques-uns de ses chevaliers et libéré contre rançon. A partir de la troisième génération, le hasard n'amena plus que des femmes sur le trône. La fille de Guillaume de Villehardouin, Isabelle, épousa Philippe d'Anjou, fils de Charles Ier d'Anjou et neveu du roi de France. Après être passée à la dynastie des Anjou de Naples, la principauté de Morée fut reprise en 1341 par la dynastie byzantine des Cantacuzène.

Plusieurs grandes baronnies françaises, dont les ruines sont toujours visibles aujourd'hui, furent créées en Achaïe : Patras, Chalandritza, Vostitza, Calavryta, Akova, Caritena, Veligosti, Nicli, Geraki, Gritzena, Passava, Calamata. Pour des raisons de sécurité, c'est à Andravida (ou Andreville), dans l'ouest de la Morée que les Villehardouin établirent leur résidence principale. A ce sujet, au milieu du XIXe siècle, l'historien philhellène J.A Buchon écrivit dans l'une de ses chroniques :

« C'est là (Andravida) que j'ai retrouvé encore dans les habitudes du pays et jusque dans la langue parlée par les Grecs d'aujourd'hui, les souvenirs tout vivant de la conquête française ».

Par ailleurs, il faut rappeler que les noms grecs se terminant par « poulos » signifiant « fils de » sont issus de la présence française dans la région.

La principauté d'Achaïe fut donc décrite comme un morceau de France en territoire grec tant les structures féodales françaises y étaient semblables. Cependant, l'empire byzantin avait déjà connu des processus de féodalisation et l'historien G. Ostrogorski fit remarquer à ce sujet :

« qu'il n'y avait, à vrai dire, aucune différence entre la pronoïa¹⁷ byzantine et le fief occidental ».

Ainsi, lorsque les Français leur garantirent leurs possessions, les pronoïaires grecs se soumirent en leur versant les taxes payées jusqu'alors aux maîtres byzantins. Ils durent également certainement apprendre le français. Ainsi, l'histoire de la conquête de Constantinople et de la principauté de Morée fut traduite d'un texte écrit par un chroniqueur grec fortement influencé par la langue française¹⁸. Au cours de cette période « d'occupation » ou de « colonisation », la présence des occidentaux exacerba les antagonismes culturels et religieux. De nombreux dignitaires, des lettrés et des moines quittèrent les territoires occupés et rejoignirent les nouveaux empires byzantins (Epire, Nicée, Trébizonde).

¹⁵ Fille de Pierre de Courtenay, empereur de Constantinople.

¹⁶ 7^{ème} croisade (1248-1254) dirigée par Saint Louis (Louis IX).

¹⁷ Fief byzantin apparu au XIe siècle.

¹⁸ Chronique de la conquête de Constantinople et de l'établissement des français en Morée. J.A Buchon 1825.

Quelque soit l'influence des Français en Grèce, l'historien René Grousset écrivit dans son livre « Bilan de l'Histoire » :

« la « princée » de Morée sous la dynastie des Villehardouin, le duché d'Athènes sous la Maison de la Roche furent au XIII^e siècle de brillants foyers de civilisation française ».

Il est vrai que les princes français restèrent en permanence en relation avec la France ce qui fit écrire à un chroniqueur catalan¹⁹ :

« Toujours depuis la conquête, les princes de Morée ont pris leurs femmes dans les meilleures maisons françaises. Ainsi ont fait les autres nobles et chevaliers établis en Morée, qui ne se mariaient qu'à des filles issues de chevaliers français. Ainsi disait-on que les meilleurs gentilshommes du monde étaient ceux de Morée, et on y parlait aussi bon français qu'à Paris ».

1.3) La Maison d'Anjou et les Balkans

1.3.1) Charles Ie d'Anjou et son rêve d'empire méditerranéen

A partir de 1261, Michel VIII Paléologue tourna son attention vers l'Occident où il fut confronté à trois ennemis : Venise et la Papauté qui souhaitaient, l'une pour des raisons économiques et l'autre pour des raisons religieuses, restaurer l'empire latin de Constantinople, mais également Charles Ie d'Anjou²⁰.

Ce dernier avait été appelé par le pape Urbain IV (1261-1264), désireux de mettre fin à la domination des Hohenstaufen sur les royaumes de Naples et de Sicile²¹. Charles Ie d'Anjou entreprit alors de conquérir la région et battit le fils de l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen, Manfred, près de Bénévent en 1266, puis Conradin (dernier des Hohenstaufen) en 1268. Il imposa un dur régime aux pays conquis et voulut faire de son royaume des Deux-Siciles le cœur d'un empire méditerranéen s'étendant de la Provence jusqu'au Levant. A cet effet, il signa en 1267 le traité de Viterbe, par lequel il acquit la succession de Baudouin II à l'empire latin de Constantinople et en 1269, il maria son fils à la fille de Guillaume de Villehardouin, prince d'Achaïe. En 1272, il s'installa quelque temps à Durazzo où il fut proclamé roi d'Albanie et en 1277, il fut même un moment roi de Jérusalem. Contre Venise, Michel VIII s'entendit avec Gênes. Dès 1261, un traité accorda aux Génois, sur tous les territoires présents et futurs de l'empire, des privilèges commerciaux considérables, en échange de l'aide de leur flotte.

En 1273, le danger musulman étant toujours présent, Michel VIII Paléologue neutralisa Rome en proposant un rapprochement afin de sauver l'empire grec. Le rapprochement religieux était en fait la seule politique qui pouvait retenir la Papauté d'appuyer et de diriger contre Byzance

¹⁹ Ramon Muntaner (1265-1336), auteur d'une chronique concernant plusieurs règnes.

²⁰ Charles 1^{er} d'Anjou (1226-1285) : Fils du roi de France Louis VIII, comte d'Anjou et du Maine (1232-1285), fondateur de la seconde Maison d'Anjou, comte de Provence (1246-1285), roi de Naples et de Sicile à partir de 1266. Il participa à la septième (1248-1249) et à la huitième (1270) croisade aux côtés de son frère Louis IX (Saint Louis).

²¹ Après la période normande de Robert Giscard, Roger de Hauteville et Roger II, le royaume tomba entre les mains de Frédéric II de Hohenstaufen de 1194 à 1250.

la force redoutable que représentait Charles d'Anjou. Il rencontra beaucoup de résistances parmi son peuple, mais le rapprochement intervint lors de concile de Lyon en 1274. Un tollé général eut alors lieu dans l'empire byzantin, le métropolite de Nicée refusa de dire le filioque et les moines entretinrent l'agitation populaire. En 1281, Venise et Rome s'associèrent à nouveau aux grandes ambitions méditerranéennes de Charles d'Anjou.

Cependant, le 31 mars 1282, l'empereur byzantin soutint secrètement une révolte brutale qui éclata à Palerme contre la domination angevine (Vêpres siciliennes). Bon nombre de Français furent massacrés et Charles d'Anjou perdit à la fois la Sicile et le rêve de son grand empire méditerranéen. Pour Byzance et les Balkans, le péril français avait enfin disparu.

1.3.2) Charles-Robert d'Anjou et les Croates

Les Croates, convertis au catholicisme, s'organisèrent en royaume au Xe siècle. A la fin du XIe siècle, la veuve hongroise du roi de Croatie fit alors appel à sa famille d'origine. Le roi de Hongrie se trouva maître du pays et une convention établie en 1102 instaura une union personnelle entre le royaume de Hongrie et celui de Croatie, avec une très large autonomie pour ce dernier. Cette convention resta en vigueur jusqu'en 1918.

Le dernier souverain de la dynastie hongroise des Arpadiens mourut en 1301. Après une période d'hésitation, en 1308, les nobles hongrois s'accordèrent pour choisir Charles-Robert d'Anjou (1288- 1342), petit-fis de Charles II le Boiteux²² et de Marie de Hongrie. C'est donc l'arrière petit-neveu de Saint Louis qui régna sous le nom de Charles Ie sur la Hongrie et la Croatie de 1308 à 1342. Il existe peu de renseignements sur son règne. A sa mort, son fils Louis Ie le Grand (1326-1382) tenta, contre Venise, de conquérir toute la Dalmatie, d'unifier et de centraliser son royaume. Malheureusement versatile, Louis d'Anjou mena contre Venise des campagnes sans énergie, et finalement n'atteint pas ses objectifs en Dalmatie.

Sur le plan culturel et religieux, à partir du milieu du XIIIe siècle, Paris et son Université devinrent un pôle d'attraction auquel les jeunes clercs et notamment les Croates et les Ragusains (dominicains et franciscains) ne purent résister. Beaucoup d'entre eux vinrent y faire leurs études ou y parfaire leurs connaissances. Parmi ces Croates, certains devinrent évêques, archevêques, cardinaux, professeurs ou écrivains et contribuèrent probablement à diffuser la culture française dans leur pays. Il semble ainsi que la présence de la famille d'Anjou à la tête du royaume et les échanges culturels avec la France permirent au cours de cette période le développement d'une certaine forme de « francophonie » en Croatie et en Hongrie.

Il est important de rappeler que cette présence française dans les Balkans intervint à un moment où la France connut un très grand rayonnement. En effet, avant l'accession au pouvoir des Capétiens en 987, le pays était morcelé et rongé par la misère, la violence et l'injustice. Par la suite, sous la conduite de rois très actifs et de l'Eglise, la France féodale

²² Roi de Naples, fils de Charles Ie d'Anjou.

démontra par l'action de ses chevaliers, sa force, son goût pour la grande aventure et son esprit d'entreprise. Le XI^e et le XII^e siècle virent l'éveil progressif de l'Occident latin qui vint contrarier le face-à-face entre l'empire byzantin et les musulmans. La fin du XII^e siècle marqua le début de l'apogée du royaume de France, et autour du roi Philippe Auguste (1180-1223) et de la ville de Paris se rassemblèrent toutes les ressources du pays. Ainsi, en 1204, le pape Innocent III (1198-1216) déclarait-il:

« De notoriété publique, le roi de France ne reconnaît au temporel aucune autorité supérieure à la sienne ».

Au même moment, Paris devint véritablement la capitale du royaume. Au nord, la bannière royale fut hissée sur les murailles de Château Gaillard et le royaume de France s'enrichit de la Normandie. Après sa victoire sur l'empereur germanique Othon IV (1209-1218) et ses alliés à Bouvines (1214), la monarchie Capétienne sembla invulnérable et les conquêtes réalisées sur les Plantagenêt parurent définitivement assurées. Le royaume de France atteignit donc progressivement les rivages de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée. Louis IX (1226-1270) imposa en France un idéal de justice, de paix et d'ordre chrétien. Un chroniqueur anglais l'appelait alors « le roi des rois » et un chroniqueur italien écrivait :

« Dans toute la chrétienté, le roi de France n'a point d'égale ».

Dans le domaine culturel, la précellence intellectuelle de Paris était chose admise par tout l'Occident. Pierre de Sorbon y créa une école de théologie qui porta son nom et au travers de la scolastique, Paris s'affirma comme la capitale intellectuelle de la Chrétienté. L'architecture gothique française fut exportée à travers l'Europe. L'emploi du Latin se restreignant dans le monde des clercs, le français du nord²³ (langue d'oïl) devint une langue véhiculaire dont l'emploi dépassa largement les frontières du royaume. Elle fut la langue maternelle des princes et seigneurs d'Angleterre (Plantagenêt), de Chypre (Gui de Lusignan), des Etats latins d'Orient et de Constantinople (Lusignan, de Flandre, de Villehardouin, de la Roche), des royaumes de Naples et de Hongrie (deuxième Maison d'Anjou). Elle fut pratiquée par tous ceux qui exerçaient le commerce lointain et notamment les marchands italiens.

Ce fut donc au cours de cette période faite du rayonnement des personnalités royales, du bon fonctionnement des institutions, du dynamisme économique et d'un essor culturel qui mit tout l'Occident dans son sillage, que la France prit pied dans les Balkans. Les Croisades furent comme l'écrivit l'historien René Grousset : « la première expansion coloniale de l'Occident », et à cette époque, la France en était le cœur battant. Bien qu'elles soient aujourd'hui très peu relatées, l'histoire de la principauté d'Achaïe²⁴ et l'action de la Maison d'Anjou en Méditerranée et en Europe centrale constituèrent donc le début de l'histoire commune de la France et des Balkans, ainsi que les prémices d'une politique extérieure française à la fois européenne et mondiale. Cependant, ces conquêtes et ces présences ne relevèrent pas d'une réelle stratégie. Il s'agit plutôt d'un opportunisme de seigneurs français

²³ Langue des foires de champagne. Les Villehardouin qui dirigèrent la principauté d'Achaïe étaient issus de Champagne.

²⁴ Comme la nomme l'écrivain Buchon au XIX^e.

en quête d'aventure, de terres nouvelles et de libertés à un moment où les rois de France développaient leurs droits de suzerain dans les grandes seigneuries et se faisaient les grands rassembleurs des terres françaises. La conquête des Balkans constitua alors avant tout un exutoire pour le trop plein de seigneurs en perte de pouvoir. La France tira certainement profit de l'émigration d'une partie de ses barons sur la côte méditerranéenne dans la mesure où cela permit d'éloigner les seigneurs les plus turbulents, mais également le développement de la bourgeoisie et l'affermissement du pouvoir royal. Cela contribua au développement de relais commerciaux allant de l'Europe de l'Ouest au Levant. Par ailleurs, la France bénéficia d'un grand prestige religieux qui lui permit de mieux s'affirmer contre l'empire temporel de Rome (Saint Empire). Malheureusement, il n'y eut pas d'émigration de masse et les rois de France n'apportèrent pas le soutien nécessaire pour maintenir durablement la présence française dans cette partie de la Méditerranée.

2) Entre solidarité chrétienne et alliance avec les musulmans (XVIe-XVIIIe siècle)

2.1) Charles VI et la solidarité chrétienne

La période allant du milieu du XIVe à celui du XVe fut particulièrement sombre pour le royaume de France et l'ensemble de l'Occident. Elle fut marquée en particulier par la guerre de cent ans (1337-1453), par la régression démographique (Grande peste) et la dépression économique. Pourtant, de 1388 à 1401, la France connut une relative période de calme. En 1392, le roi Charles VI (1380-1422), alors âgé de 24 ans, commença à sombrer dans la folie et fit de Paris un haut lieu du divertissement. La capitale devint un centre de vie intense, où s'élaborèrent des modes, des rites sociaux, un style de vie et où se forma le goût de tous ceux qui en Europe prétendaient vivre noblement. Les artistes et artisans affluèrent vers la capitale et en firent le grand marché européen de l'œuvre d'art et de l'objet précieux. C'est au cours de cette période que la France apporta un soutien à la chrétienté alors confrontée dans les Balkans à la poussée ottomane.

En effet, dans la seconde moitié de XIVe siècle, les Turcs franchirent les Détroits et Andrinople devint leur capitale (1365). Lors de la conquête de la péninsule balkanique, l'empire serbe s'effondra à la bataille de Kosovo Polje en 1389. Mal informé et croyant à une victoire des chrétiens, Charles VI fit chanter un Te Deum dans Notre Dame de Paris. Les Ottomans furent au contraire victorieux et poursuivirent leur conquête par le royaume de Bulgarie qui tomba lors de la Bataille de Tarnovo en 1393. A partir de 1393 et jusqu'en 1402, ils entreprirent le blocus de la ville de Constantinople²⁵.

²⁵ 1396-1402 : 1^{er} siège de Constantinople par les Ottomans.

C'est alors qu'en 1395, Sigismond de Luxembourg²⁶, roi de Hongrie, fit appel à la croisade contre les Infidèles qui menaçaient son pays. Venise envoya quelques navires de diversion dans les Dardanelles et Charles VI dépêcha une partie de sa chevalerie à Pest²⁷. Celle-ci fut dirigée par le duc de Nevers, Jean sans peur, accompagné du Maréchal de France Boucicaut²⁸. Au cours du siège de Nicopolis (Nikopol) sur le Danube, le sultan Bayezid²⁹, alors occupé à assiéger Constantinople, se porta rapidement à la rencontre des chrétiens et les mit en déroute. Certains accusèrent par la suite l'indiscipline des chevaliers français. La plupart des prisonniers furent mis à mort ; Jean sans peur et Boucicaut furent qu'en à eux faits prisonniers et libérés contre rançon.

A son tour, le basileus Manuel II (1391-1425) lança un appel aux rois chrétiens. En 1399, le roi de France lui envoya une flotte de 1 200 hommes conduite à nouveau par le Maréchal Boucicaut. Celui-ci fut vainqueur des Turcs dans plusieurs engagements autour de Constantinople, ce qui permit de desserrer le blocus (1399-1400). Au cours de cette campagne, Boucicaut persuada le Basileus de venir en Occident, afin d'intéresser les différents souverains aux difficultés rencontrées par l'empire byzantin. Ce dernier séjourna à Venise, Londres et Paris où il resta presque deux ans. Il fut partout reçu avec des honneurs teintés de pitié condescendante et n'obtint que des promesses vites oubliées. C'est à Paris qu'il reçut la nouvelle de la défaite et de la mort du sultan Bayezid confronté au chef mongol Tamerlan. Cet événement inespéré permit de prolonger d'un demi-siècle la survie de Constantinople, dont la chute survint en 1453.

Ces deux interventions françaises contre l'empire ottoman constituèrent les rares soutiens apportés aux chrétiens confrontés à la poussée musulmane. Elles se situèrent dans une période relativement calme de la guerre de cent ans, sans que la France ne soit en position de force. Elles pourraient trouver une explication dans la folie du roi de France mais plus certainement dans le climat de peur qui régnait à cette époque. En effet, il faut souligner qu'entre 1378 et 1417, la chrétienté fut divisée. Le grand Schisme d'Occident vit s'affronter deux, puis trois papes rivaux, entre Rome, Avignon et Pise. Plus que dans toute autre période de l'Histoire, se développa un climat de peur collective : peur de la peste, peur de Satan et des sorciers, peur de la mort, du jugement et de l'enfer. Il en résulta une profonde inquiétude religieuse qui amena les chrétiens à chercher des assurances sur l'Au-delà. La lutte contre l'Infidèle constituait alors l'une de ces assurances. Au cours du second et dernier siège de Constantinople (1452-1453), le roi Charles VII (1422-1461) ne participa pas à la lutte contre

²⁶ Roi de Hongrie (1387-1437) et empereur germanique (1433-1437), il convoqua le concile de Constance (1414-1418) qui mit fin au grand schisme d'Occident.

²⁷ L'armée chrétienne représentait alors environ 60 000 hommes.

²⁸ Jean II Boucicaut (1365-1421) : Fils de Jean Ier Boucicaut, lui aussi Maréchal de France. Après avoir contraint les Turcs à lever le siège de Constantinople, il devint gouverneur la république de Gênes qui se donna à la France de 1401 à 1407. Fait prisonnier par les Anglais à Azincourt en 1415, il mourut en captivité.

²⁹ Bayezid dit « la foudre », il échoua face au Mongole Tamerlan, sous les murs d'Ankara. Fait prisonnier, il mourut en 1403.

les Turcs, trop occupé quant à lui, à bouter les derniers Anglais hors de France (Formigny (1450) et Castillon (1453)) et à redresser un pays exsangue.

2.2) François Ie et l'alliance de revers

Après une période d'extension du royaume de France (Bourgogne, Anjou, Bretagne) et de reconstruction du pays, un nouvel attrait pour l'aventure et la gloire se concrétisa par les guerres d'Italie. Ainsi, en 1492, Charles VIII (1483-1498) voulut faire reconnaître ses prétentions sur le royaume de Naples qu'il tenait des princes d'Anjou, mais qui était détenu par la Maison d'Aragon (Habsbourg d'Espagne) depuis 1422. Couronné roi de Naples en 1495, il en fut chassé par les Espagnols en 1497. Louis XII (1498-1515) ajouta le Milanais à ces prétentions. Après avoir connu la victoire, il fut également contraint de se retirer. Son successeur, François Ie (1515-1547) reprit possession du Milanais après la bataille de Marignan (1515). Ainsi, dans la péninsule italienne s'instaura un équilibre précaire entre les Français à Milan et les Habsbourg d'Espagne à Naples. En 1519, François Ie se porta candidat à la couronne impériale face à Charles Quint, alors roi d'Espagne depuis 1516, et héritier de la Maison d'Autriche, des Pays-Bas et de la Franche-comté. A la suite de corruptions, Charles Quint fut élu Empereur, ce qui exacerba la rivalité entre les deux souverains et donna naissance à un véritable encerclement de la France³⁰.

La rivalité avec l'empire germanique avait toujours conduit les rois de France à s'intéresser à un éventuel allié sur le flanc oriental de l'Empire. Ainsi, au XIVE siècle, ils s'appuyèrent sur la Hongrie alors entre les mains de la Maison d'Anjou³¹. Au XVIe siècle, la France se trouva seule en tenaillée entre les Habsbourg d'Autriche et d'Espagne réunis et en proie à leur volonté hégémonique. Face aux Habsbourg, le roi très catholique François Ie, n'obéissant qu'au seul intérêt national, mit en place une double alliance : d'une part avec les princes allemands convertis au luthéranisme et d'autre part avec le Grand Turc Soliman le magnifique (1520-1566), dont l'empire s'étendait de la péninsule balkanique à la Perse et comprenait également le Levant, la mer rouge, l'Afrique du nord et la Méditerranée. Cette alliance débuta vraisemblablement en 1526 et d'abord tenue secrète, elle se renforça progressivement pour devenir officielle en 1536.

Ainsi, pendant que François Ie assiégeait Pavie en 1525, le Grand Turc préparait l'invasion de la Hongrie. Fait prisonnier et détenu à Madrid, François Ie envoya un messenger à Constantinople sollicitant l'aide du Sultan. Attirant l'attention de l'empereur germanique à l'Est, il est possible que l'offensive turc en Hongrie, concrétisée par la victoire de Mohacs en 1526, fût en quelque sorte la réponse de Soliman au roi français. La poursuite de la conquête ottomane se termina par le premier siège de Vienne en 1529. Cette campagne occupa ainsi les Habsbourg sur le front oriental et permit de desserrer considérablement l'étau dans lequel se trouvait la France. C'est également en 1529 que François Ie et Charles Quint mirent fin à huit

³⁰ Trois guerres eurent lieu entre François Ie et Charles Quint : 1521-1529, 1536-1538, 1539-1544.

³¹ Charles Ie Robert, roi de Hongrie (1308-1342), son fils Louis Ie le Grand (1342-1382).

années de guerre (1521-1529) en signant le traité de Cambrai³². Entre temps, François Ie renforça ses contacts avec les Ottomans, notamment sur la question du trône de Hongrie. Ainsi, lorsqu'en 1527, Jean-Sigismond Zapolyai³³ disputa à Ferdinand Ie de Habsbourg, frère de Charles Quint, le titre de roi de Hongrie, Zapolyai sollicita le soutien de François Ie qui le fit introduire auprès de Soliman.

François Ie entretenait également des contacts fréquents avec le corsaire Barberousse (X-1546)³⁴, maître de la ville d'Alger, placée sous la suzeraineté ottomane depuis 1518. Les galères barbaresques faisaient alors peser un risque important sur les liaisons entre l'Espagne et les terres italiennes du royaume (Naples, Sicile). Il faut rappeler que jusqu'au début du XVIIe siècle, la France était quant à elle quasiment absente de la Méditerranée (hormis les chevaliers de l'Hôpital sur l'île de Rhodes), et que cette dernière était donc partagée entre l'empire ottoman et l'empire espagnol. En 1533, un envoyé du maître d'Alger, nommé grand amiral de la flotte turc par Soliman, fut reçu par François Ie. Un an plus tard, après des contacts discrets, un ambassadeur turc débarqua officiellement à Marseille, afin de mettre en forme l'alliance qui devint officielle en 1535-1536. Hormis les accords militaires, le traité porta sur la protection des chrétiens d'Orient et sur le commerce. Il semble en effet que les premières « Capitulations³⁵ » établissant les privilèges commerciaux et consulaires accordés aux Français dans tout le Levant date de cette période. Par la suite, au cours de l'hiver 1543-1544, François Ie autorisa l'escale de la flotte turque dans le port de Toulon, après qu'elle eut ravagé les côtes italiennes.

Cette alliance fut un véritable choc pour l'ensemble des chrétiens. En effet, bien que les occidentaux ne se soient pas véritablement investis dans la défense de l'empire byzantin, les Turcs ottomans représentaient l'Islam, l'ennemi juré de la foi chrétienne, destructeur d'un empire chrétien vieux de 1000 ans, et tenant sous leur joug les chrétiens d'Orient. L'Islam était également intimement lié à la piraterie des corsaires barbaresques, à l'esclavage des chrétiens amenés parfois à renier leur foi, aux pillages et aux destructions des villages chrétiens. Cette alliance prenait donc à contre-pied, un demi-millénaire de rêve occidental consistant à repousser les Infidèles de Terre Sainte et à délivrer le tombeau du Christ.

Face à cette alliance orientale quelque peu « contre nature », il faut cependant souligner que d'une part Charles Quint entretenait des accords avec les Perses destinés à détourner les Ottomans de leurs frontières balkaniques, et que d'autre part il ne se priva pas également de violer les alliances chrétiennes en faisant saccager Rome en 1529. Charles Quint abdiqua en 1556, laissant un empire scindé en deux entités moins redoutables pour la France. En effet, l'entente entre la partie espagnole et la partie germanique restait possible, mais l'unité directe était rompue.

³² Traité par lequel François Ie renonçait à l'Italie et Charles Quint à la Bourgogne.

³³ Prince de Transylvanie de 1559 à 1571.

³⁴ Maître d'Alger, il devint grand amiral de la flotte turque en 1533 et combattit Charles Quint.

³⁵ Conventions. Les premières furent signées entre François I^{er} et Soliman. Elles furent confirmées en 1569 et abrogées en septembre 1914, juste avant l'entrée en guerre de la Turquie. Reconduites par le traité de Sèvres, elles disparurent en 1923 avec le traité de Lausanne.

Même si la France n'intervint pas directement dans les Balkans, elle s'appuya considérablement sur l'empire ottoman, afin de constituer un contrepoids oriental et méditerranéen face à l'hégémonie des catholiques Habsbourgeois. Nécessité faisant loi, en France, la politique d'équilibre européen l'emporta donc sur l'idée de croisade de la chrétienté occidentale qui avait prévalu jusqu'alors. Interrogé par les Vénitiens sur cette alliance, François Ie déclara alors :

« Les Turcs occupent l'Empereur et font la sûreté de tous les princes ».

Bien que cette alliance avec le monde musulman paraisse « contre nature », il convient de la relativiser en mettant en parallèle l'alliance avec les princes protestants allemands, dans une période de montée en puissance modeste mais conflictuelle, du protestantisme français. Par ailleurs, en 1538, François Ie s'allia avec le roi anglais Henri VIII (1509-1547), alors en querelle avec Rome et chef d'une église anglicane autonome depuis 1534. Ces alliances donnèrent naissance à un début de crise religieuse à l'intérieur même du pays qui gêna la politique étrangère du roi de France. A cet égard, l'alliance avec le Grand Turc pouvait constituer un bon moyen de détourner l'attention portée à l'alliance avec la Réforme, beaucoup plus dangereuse pour la politique intérieure de la France.

Il faut souligner enfin que l'alliance avec les Turcs s'est produite dans un contexte d'apogée de l'empire ottoman devenu incontournable en Europe. En effet, avec les règnes glorieux de Selim Ie (1512-1520) et de Soliman le magnifique, la première moitié du XVIe siècle fut particulièrement brillante pour les Ottomans et Istanbul fut considérée alors comme l'un des phares du Vieux Monde.

La seconde moitié du XVIe siècle fut quant à elle beaucoup plus difficile pour l'empire ottoman et la France. Jusqu'en 1571, la Méditerranée demeura le champ d'une lutte intense entre Turcs et Espagnol. La déroute infligée par les flottes de la chrétienté³⁶ à la bataille de Lépante (1571) constitua, même si elle ne fut pas décisive, un signe avant-coureur du déclin du prestige du Grand Turc. A partir de cette période, les Ottomans retournèrent leurs forces vers la frontière perse, et l'Espagne vers le Portugal et le nouveau monde. Quant à la France, elle traversera de 1562 à 1598, une période de huit guerres de religion, compromettant gravement l'unité de l'Etat et l'éloignant pour un temps de la scène internationale. L'arrivée au pouvoir d'Henry IV (1589-1610) et la signature de l'Edit de Nantes (1598) rétablit la paix religieuse dans un pays très affaibli. A partir de 1600, s'élevant à nouveau contre les prétentions des Habsbourg, Henry IV fut lui aussi amené à préparer une guerre contre l'empire germanique et l'Espagne. Comme François Ie, il se tourna vers les protestants allemands et il resserra considérablement les liens diplomatiques avec l'empire ottoman. A ce titre, c'est lui qui décida de la construction du Palais de la France, résidence de l'ambassadeur français à Istanbul.

³⁶ Sainte Ligue regroupant Venise, Rome et l'Espagne.

2.3) Equilibre entre alliance de revers et solidarité chrétienne

2.3.1) Le cas de la guerre de Trente Ans

Les divisions religieuses de l'Allemagne opposant protestants et catholiques, et les ambitions de l'empereur Ferdinand II de Habsbourg (1619-1637)³⁷ firent d'une question allemande un problème international qui déboucha sur la guerre de Trente Ans (1618-1648). Ainsi, malgré leur échec au XVIIe siècle, les Habsbourg de Vienne et de Madrid reprirent leurs rêves d'empire héréditaire et de domination catholique universelle. En 1635, après avoir écrasé la Bohême, vaincu le Danemark et repoussé les Suédois, l'Empereur sembla dominer en Allemagne et la France se trouva de nouveau en danger. C'est alors que Richelieu (1616-1642), après avoir restauré l'autorité royale et conclu des alliances avec la Suède, les princes protestants allemands et les Provinces-Unies, lança le pays dans la guerre afin de briser ce nouvel encerclement. Après avoir été tenue en échec (Corbie 1636), la France renoua avec la victoire et obligea l'Empereur à la paix. Les traités de Westphalie (1648) rétablirent la tolérance religieuse en Allemagne, mais surtout affaiblirent l'Empereur et agrandirent les territoires alliés, dont ceux de la France.

La guerre de Trente Ans laissa transparaître en filigrane l'alliance franco-ottomane établie depuis François Ie et relancée par Henry IV. Ainsi, si l'empire ottoman ne fit pas une guerre directe contre l'Empereur, il appuya le harcelant de ce dernier par la Transylvanie et soutint ainsi, plus ou moins secrètement, la France catholique et ses alliés protestants.

En effet, les protestants de Bohême qui se révoltèrent en 1618 demandèrent l'aide du Sultan en échange de leur rattachement à l'empire ottoman et du paiement d'un tribut. Ne souhaitant pas entrer en guerre avec l'Empereur Ferdinand, le Sultan n'accepta pas la proposition mais autorisa le prince de Transylvanie Gabriel Bethlen (1613-1629) à entrer en guerre contre les Viennois. Il faut rappeler que depuis la bataille de Mohacs (1526), la Hongrie était éclatée en trois parties : la Hongrie « royale » conservée par les Habsbourg, la Hongrie turque devenue province ottomane en 1606 et la Transylvanie dirigée par des Hongrois, mais plus ou moins autonome vis-à-vis de la Porte, selon les circonstances.

L'Empereur germanique ne souhaita pas, lui non plus, entrer en guerre directe contre les Turcs et ferma les yeux sur leur accord avec la Transylvanie. Pour soutenir cette dernière, le Sultan dépêcha un général et des unités d'artillerie ottomanes placées exceptionnellement sous le commandement du prince Bethlen. Malgré deux victoires sur les armées de l'Empereur Ferdinand, le prince Bethlen ne parvint pas à secourir les protestants de Bohême, mais obtint quelques gains territoriaux qui contribuèrent à l'agrandissement de la zone d'influence ottomane. Son successeur, Georges Rakoczy, organisa en 1644 des attaques contre les Habsbourg, notamment en Hongrie « royale », avec soutien de la France et de la Suède. Ces actions permirent à la Transylvanie (et donc par extension à l'empire ottoman) de participer comme Etat souverain aux traités de Westphalie.

³⁷ Succédé de Ferdinand III de Habsbourg (1637-1657)

Même si l'empire ottoman ne fit pas une guerre directe contre les Habsbourg de Vienne, le harcèlement permanent qu'il orchestra à l'Est, via la Transylvanie, ne fut pas sans effet sur la défaite de l'Empereur viennois et donc sur le gain substantiel dont bénéficia la France. Par ailleurs, l'empire ottoman entretenait en Méditerranée un combat permanent avec l'Espagne, pays resté en guerre avec la France jusqu'au traité des Pyrénées³⁸ signé en 1659.

2.3.2) Les soubresauts de la solidarité chrétienne.

Tout au long du XVII^e siècle, les sultans ottomans se heurtèrent à une grave crise financière et aux premiers remous d'une profonde crise sociale. Une brève interruption survint entre 1656 et 1676 pendant les vizirats de Mehmed Köprülü (1656-1661) et de son fils Fafil-Ahmed (1661-1676). C'est au cours de cette période, que la France mit parfois en péril son alliance avec les Ottomans. Ainsi, en 1664, l'Empereur Léopold I^{er} (1658-1705), encore très affaibli par la guerre de Trente ans, demanda l'aide de la chrétienté, afin de contrer une nouvelle poussée turc en Hongrie. Depuis François I^{er}, la politique française avait toujours été favorable à l'empire ottoman, d'une part pour les avantages liés au commerce et à la protection des chrétiens d'Orient (Capitulations), mais également afin de contrebalancer la puissance Habsbourgeoise. Cependant, si la France apprécia la pression exercée par les Turcs à l'Est de l'Empire, elle ne vit aucun intérêt à ce que ces derniers ne poursuivent leur progression en Hongrie « royale ». A ce sujet, Voltaire écrivit dans ses œuvres :

« Un roi chrétien ne pouvait refuser du secours à l'Empereur, trop en danger; et l'intérêt de la France était bien que les Turcs inquiétassent la Hongrie, mais non pas qu'ils l'envahissent : enfin ses traités (du roi de France) avec l'Empire (germanique) lui faisaient un devoir de cette démarche honorable ».

C'est sans doute en partie la raison pour laquelle Louis XIV (1643-1715) dépêcha 6 000 hommes sous les ordres du comte de Coligny, accompagné de quelques nobles français dont le duc de La Feuillade. Ces derniers servirent en Hongrie sous les ordres du fameux général Montecuccoli, qui tenait alors tête au grand vizir Köprülü. Si les Français se tinrent à l'écart de la coalition chrétienne qui mit un coup d'arrêt temporaire à l'action ottomane en Méditerranée en 1664, ils firent donc amende honorable en se distinguant par leur bravoure lors de la bataille de Saint-Gotthard sur le Raab (1664) en Hongrie.

Par ailleurs, en 1669 les Ottomans mirent le siège à Candie, capitale de la Crète contrôlée alors par Venise. Ce siège dura jusqu'en 1669, lorsque, accédant cette fois à la requête de la Sérénissime et du Pape Clément IX, Louis XIV envoya 4 000 à 6 000 hommes commandés par les ducs de Beaufort³⁹ et de Navailles. Malheureusement les Français et les défenseurs vénitiens ne purent résister aux assauts répétés du grand Vizir. Les Français se retirèrent laissant parmi les morts le duc de Beaufort et les Vénitiens capitulèrent.

³⁸ L'Espagne abandonnait le Roussillon, l'Artois et plusieurs places fortes du Nord. Louis XIV devait épouser la fille du roi d'Espagne Philippe IV et renoncer à ses droits sur la couronne d'Espagne moyennant une dot substantielle.

³⁹ François de Vendôme, duc de Beaufort (1616-1669).

Après les traités de Nimègue⁴⁰ (1678-1679) qui firent de Louis XIV l'arbitre de l'Europe, les principautés allemandes furent de nouveau mobilisées à l'Est. En effet, La Maison d'Autriche entra en conflit avec les Hongrois (soutenus secrètement par la France) qui n'hésitèrent pas à faire alliance avec les Ottomans pour assiéger Vienne (1683). Devant ce nouveau péril, l'Empereur préféra faire appel aux princes allemands plutôt que de demander secours à Louis XIV. Celui-ci était sans doute prêt à lui porter assistance mais à quel prix ? Mazarin, et beaucoup de roi français, avait déjà souvent pensé à la couronne impériale et Louis XIV ne désespérait pas de faire couronner son fils, roi des Romains. L'Empereur se garda donc bien de se jeter aux pieds d'un « allié » si puissant et si ambitieux, et à cette humiliation il préféra l'appui du prince polonais Jean Sobieski. Seuls quelques volontaires français se joignirent à l'armée impériale.

Si à la délivrance de Vienne, la France ne fut représentée que par quelques volontaires, elle affronta elle-même les sujets du Grand Turc en Afrique du nord et en mer Egée. Ainsi, en 1678, maintenant sa pression en Méditerranée, l'amiral Duquesne (1610-1688) attaqua Tripoli et poursuivit les corsaires barbaresques jusqu'à l'île de Chio, qu'il bombardait sévèrement. Cet épisode provoqua une crise grave entre la France et le Sultan, crise qui resta cependant sans lendemain. De 1681 à 1684, les marins français menèrent une guerre contre la régence d'Alger. Ainsi, Alger fut bombardée à plusieurs reprises (1682, 1683, 1688) et les villes de Tunis et de Tripoli, autres nids de corsaires musulmans subirent le même sort.

2.3.3) Le retour de l'alliance de revers

En 1684, sous le parrainage de la Papauté se forma une Sainte Ligue réunissant contre les Turcs, l'empire des Habsbourg, Venise et la Pologne. Polonais et Cosaques combattirent en Moldavie et en Bessarabie. En Hongrie et Serbie, Buda et Belgrade furent reprises par l'armée impériale respectivement en 1686 et 1688. Au sud, les Vénitiens s'attaquèrent à la Morée.

A la suite de la révocation de l'Edit de Nantes en 1685 et s'opposant aux ambitions de Louis XIV, l'Empereur viennois, l'Espagne, la Suède et la Bavière formèrent la ligue d'Augsbourg en 1686. Il fallut attendre la révolution anglaise de 1688 et l'arrivée au pouvoir de Guillaume d'Orange pour que les hostilités entre nations occidentales reprennent. Celles-ci débutèrent en septembre 1688 par la dévastation du Palatinat par les troupes françaises. La progression des Habsbourgeois face aux Ottomans fut alors brusquement interrompue par Louis XIV. A la suite des actes atroces commis par la France dans le Palatinat, l'Empereur viennois ne manqua pas de souligner auprès des autres pays chrétiens la collusion qui existait entre Louis XIV et l'Infidèle. L'encouragement indirect donné par la France aux Ottomans valut alors au roi de France le sobriquet de « Turc très chrétien » et une contre offensive ottomane permit la reprise de Belgrade en 1690. Ce n'est qu'en 1697 que l'armée impériale put de nouveau se

⁴⁰ Traités signés entre la France, les Provinces Unies et l'Espagne en 1678, et la France et le Saint Empire en 1679. La France gagna la Franche Comté, le Cambrésis et plusieurs villes du Hainaut, de l'Artois et de la Flandre.

consacrer au front oriental. Les succès de la Sainte Ligue aboutirent en janvier 1699 à la signature du traité de paix de Karlowitz, par lequel les Ottomans cédèrent la Hongrie, la Transylvanie, l'Ukraine (partagée entre Polonais et Russes) et Azov en Crimée.

2.3.4) Le cas particuliers des provinces habsbourgeoises.

1.1.1.1) La Croatie

Sous le règne de Louis XIII (1610-1643), les maréchaux Jean de Gassion (1609- 1647) et Josias de Rantzau⁴¹ (1609-1650), recrutèrent pour l'armée française un régiment de hussards croates. Son recrutement fut la conséquence de la grosse impression faite par les troupes croates durant la phase française de la guerre de Trente Ans. En effet, ces troupes occupèrent la Picardie, investirent la ville de Corbie (1636) et causèrent un début de panique à Paris. Leur uniforme comprenait une écharpe blanche qui fit alors fureur à la Cour de France sous le nom de cravate. En 1666, ce régiment de cavalerie légère reçu de Louis XIV, le nom de « Royal Cravate », avant d'être dissout par la Révolution.

La politique centralisatrice et de « germanisation » conduite par les Habsbourg depuis le début du siècle provoqua de fortes résistances parmi les nobles hongrois et croates. Après une guerre victorieuse contre les Ottomans (1663-1664) en Transylvanie dont les champions furent, pour le front croate, les Bans Nicolas et Pierre Zrinski, l'Empereur Léopold Ie signa une trêve⁴² de vingt ans sans exiger de concessions territoriales aux Turcs. Cette situation suscita une fronde des nobles croates et hongrois, qui cherchèrent appuis à Venise, en Pologne, ainsi qu'auprès de Louis XIV. De 1664 à 1669, des correspondances secrètes furent échangées entre le Ban de Croatie Nicolas Zrinski, puis son frère Pierre Zrinski et les diplomates français alors en poste à Venise et à Vienne. Dans leur projet d'insurrection anti-habsbourg, Pierre Zrinski et son beau-frère François Frankopan demandèrent notamment un soutien militaire français. Louis XIV conserva malgré tout une prudente réserve et n'apporta pas de réel soutien. Le projet visant à soustraire les terres croates à l'absolutisme impérial fut découvert en 1669. Pierre Zrinski et François Frankopan furent décapité en 1671.

1.1.1.2) La république de Raguse

Le règne du Roi Soleil fut marqué par une augmentation progressive des relations avec la république de Raguse dont les émissaires rencontrèrent souvent Mazarin. En 1667, un tremblement de terre détruisit totalement la petite République dalmate et les autorités adressèrent alors à toute l'Europe un appel de détresse. Louis XIV n'accorda cependant que peu d'aide, invoquant les lourdes charges que lui imposait alors la guerre avec l'Espagne. Raguse dépêcha à Paris des ambassadeurs de marque, dont un intime de Bossuet, mais aucun ne parvient à faire fléchir le roi de France.

⁴¹ Soldat émérite, le Maréchal Comte de Rantzau est célèbre pour ses multiples blessures (60). Lorsqu'il se retira du service armé, il lui manquait un oeil, une oreille, un bras et une jambe

⁴² Trêve de Vasvar (1664).

Le 12 septembre 1683, lorsque les Ottomans furent écrasés à Vienne par Sobieski et Charles de Lorraine, Raguse se tourna alors vers l'Autriche, ce qui la rendit suspecte aux yeux de la France. Toutefois, en 1700, Louis XIV y encouragea des implantations commerciales françaises. Un groupe ragusain francophile réclama un rapprochement avec la France, et l'on vit l'enrôlement de matelots ragusains dans la marine française. Lorsque Louis XIV mourut en 1715, les relations entre la royauté française et la république de Raguse pouvaient être qualifiées d'excellentes.

A la différence de François Ie, Louis XIV avait la capacité de se comporter en véritable « gendarme du monde », refusant à la fois une trop grande expansion ottomane en Hongrie et les contraintes pesant sur les liaisons commerciales engendrées par la Course barbaresque. Ainsi, pays le plus puissant d'Europe, la France de Louis XIV entretint l'alliance avec les Ottomans, tout en modérant leur trop grande velléité d'expansion en Europe centrale et en Méditerranée. Les interventions françaises contre les Turcs furent principalement dues à l'affaiblissement temporaire de l'empire germanique et à la montée en puissance de la marine de guerre et de commerce française. Malgré tout, les ennemis héréditaires restèrent les Habsbourg de Vienne et de Madrid. Cette situation géopolitique apparut d'ailleurs jusque dans les vers de La Fontaine (1621-1695) qui écrit :

« J'aime mieux les Turcs en campagne ; Que de voir nos vins de Champagne ; Profanés par les Allemands. Ces gens ont des hanaps trop grands ; Notre nectar veut d'autres verres.... »

Le XVIIe siècle fut caractérisé également par une montée en puissance de l'influence diplomatique française en Orient pour des raisons religieuses et surtout commerciales. En effet, les Capitulations accordées en 1536 assurèrent à notre pays une position privilégiée dans le Levant : elles favorisèrent l'expansion économique du pays et garantirent la liberté de conscience et de culte aux protégés du très chrétien roi de France, reconnu comme le protecteur général des chrétiens de l'empire ottoman.

Ainsi, dès 1615, la France entretint de nombreux consuls dont le rôle fut de protéger les comptoirs que les maisons de commerce de Marseille, de Lyon ou de simples particuliers avaient fondés de la côte balkanique (Corfou, Arta, Jannina, Constantinople, etc.) aux Echelles du Levant. En 1628, le Père Joseph, l'éminence grise de Richelieu, imposa les Capucins⁴³ comme chapelains de l'ambassade et des consulats de France. Ils furent à cette époque les vrais créateurs des missions françaises. A Istanbul, leur couvent, situé près de l'ambassade, servit alors de paroisse à la « nation française »⁴⁴. Prédicateurs et enseignants, les Capucins logèrent dans leur école les apprentis interprètes qui se destinaient à la carrière de « drogman⁴⁵ » et portaient le nom de « jeunes de langue ». Cet établissement fut longtemps entretenu au moyen de subsides versés par la chambre de commerce de Marseille, alors en

⁴³ Cet ordre créé en 1526, fit son apparition en France en 1576. Le père Joseph, l'un des plus illustres Capucins français accentua la tendance missionnaire de l'ordre.

⁴⁴ Nom porté par la communauté française d'Istanbul.

pleine expansion. Par la suite, en 1669, fut créé en France l'Ecole des « Jeunes de Langue », ancêtre de l'Ecole des langues orientales, destinée à former les interprètes indispensables aux relations entre diplomates, ainsi qu'entre les négociants français et leurs homologues turcs. Par ailleurs, les voyages en Orient⁴⁶ se multiplièrent, ouvrant la voie à une meilleure connaissance de la région, de leurs habitants, de la religion musulmane, ainsi qu'aux premières approches sérieuses de l'archéologie.

Le XVIIe siècle vit également un développement très important de la marine française jusqu'alors quasiment absente de la Méditerranée. Ainsi, Richelieu développa le port de Toulon et fit construire une véritable flotte de guerre. Par la suite, l'arsenal fut agrandi et fortifié par Vauban à partir de 1680. Par ailleurs, le développement par Richelieu de la flotte marchande, l'encouragement apporté aux manufactures royales et à la constitution de compagnie à monopole posèrent les jalons de l'empire colonial français. Dans la même lignée, les grands travaux de Marseille voulus par Colbert et la création de la compagnie du Levant (1670) furent la manifestation d'une véritable volonté de présence de la France en Méditerranée, en particulier en Méditerranée orientale.

Ce développement fulgurant de la marine militaire et commerciale française fut l'un des vecteurs principaux du développement des échanges et des interactions entre la France et les Balkans.

2.3.5) Développement de l'influence

Pour l'empire ottoman, le XVIIIe siècle fut celui du début d'une forte influence occidentale, où la France joua un rôle important face aux prétentions de l'Autriche et surtout et de la Russie.

Alors qu'en France le roi Louis XIV connaissait une fin de règne extrêmement difficile (guerres, famines), le sultan Ahmed III (1703-1730) dut faire face à des conflits extérieurs avec la Russie, Venise, l'Autriche qui se conclurent par les traités d'Edirne en 1713 et de Passarowitz en 1718. Grâce aux territoires reconquis, l'Autriche visa alors l'accès à la Méditerranée, et Trieste devint le port d'attache de la compagnie commerciale orientale⁴⁷, puis en 1730, un arsenal militaire et le port de la flotte de guerre impériale.

Le grand vizir Ibrahim Pacha (1718-1730), pacifique et rénovateur, entretenait de nombreuses relations avec les représentants des puissances étrangères à Istanbul, et pour être mieux informé des progrès effectués en Occident, envoya de nombreux observateurs à Paris, Vienne, Moscou ou Varsovie. C'est au cours de cette période que se développa le goût des tulipes, des jardins, des fêtes, et du style rococo importé de France. Dans le domaine de l'influence linguistique, Monsieur de Villeneuve, alors ambassadeur de France, soutint ardemment la reconstruction de l'église jésuite détruite par un incendie et servant d'école pour les élites locales françaises et surtout ottomanes.

⁴⁵ Interprète ; le « grand drogman », interprète officiel du Sultan devint en fait ministre des Affaires Etrangères, charge créée en 1669.

⁴⁶ Description d'Istanbul en 1655-1656 par Jean Thévenot.

⁴⁷ Créée à Vienne en 1719.

Le sultan, Mahmud Ie (1750-1754) s'efforça de remettre l'armée en état, avec le concours du comte de Bonneval⁴⁸, aventurier français, premier technicien étranger auquel il fut fait appel et qui réforma le corps des bombardiers, rénova celui des canonniers et fonda une école d'ingénieurs de l'artillerie. Converti à l'islam, il devint gouverneur de Roumélie, sous le nom d'Ahmet pacha. L'ambassadeurs français de Vergennes⁴⁹ (1754-1768) jouit d'une grande influence et facilita également la venue d'autres techniciens français. A ce titre, le baron de Toth (1730-1793), officier hongrois passé au service de la France, fut le plus célèbre, étant, après 1774, l'artisan des réformes dans l'armée ottomane. Simultanément, Vergennes fit bénéficier de sa protection à des minoritaires qui servirent d'intermédiaires, en particulier dans les affaires de commerce.

En 1768, une guerre civile éclata en Pologne, alors alliée de la France. Les Russes, les Prussiens, puis les Autrichiens y pénétrèrent et prirent des gages territoriaux. Ne pouvant intervenir directement au profit des Polonais et profitant d'un incident frontalier entre Russes et Turcs, la France chercha à les aider indirectement en poussant les Turcs contre les Russes. Le comte de Vergennes en profita donc pour décider le sultan Moustafa III (1757-1774) à déclarer la guerre à Catherine II (octobre 1768). Cette action n'eut malheureusement d'autre conséquence que d'amener la tsarine à se détourner de la Pologne asservie et de lancer une attaque contre la Turquie. Ainsi, à partir de 1769, les armées russes avancèrent dans l'empire ottoman. Cette désastreuse guerre russo-turque (1768-1774) dans laquelle la France eut une lourde responsabilité, porta un coup terrible aux Ottomans. Ainsi, le sultan Abdül-Hamid Ier (1774-1779) dut signer le sévère traité de Küçük Kaynardja (juillet 1774) qui consacra les progrès militaires, diplomatiques et politiques des Russes dans la mer Noire et les Balkans.

La France accentua son influence dans l'empire ottoman afin de contrer les ambitions autrichiennes et russes en direction des mers chaudes, et de protéger ses avantages commerciaux dans la région. Même si au XVIIIe siècle les rois français ne se distinguèrent pas par leur vision politique, des ambassadeurs habiles et influents dont de Villeneuve, de Vergennes et Saint Priest se distinguèrent et jouèrent le rôle très important de conseillers politique et militaire des sultans et des vizirs. L'action de la France dans l'engagement des Turcs contre les Russie eut cependant un effet désastreux pour l'empire ottoman et contribua à accroître l'influence de la Russie dans la région. Cette dernière revendiqua alors la protection des chrétiens des Balkans, rôle dévolu jusqu'alors à la France.

Par ailleurs, la pensée des « Lumières » rayonna dans toute l'Europe jusque dans l'empire ottoman et cette influence française déboucha le siècle suivant sur le réveil des nations balkaniques.

⁴⁸ Claude Alexandre, comte de Bonneval ; Général français (Coussac-Bonneval, Limousin, 1675 — Istanbul, 1747), il passa au service de l'Autriche, puis de la Turquie. Sainte-Beuve lui consacra quelques pages dans ses œuvres.

⁴⁹ Comte de Vergennes (1717-1787): il fut envoyé à Constantinople en 1754 comme ministre plénipotentiaire. Sur ordre de Choiseul, il poussa la Porte à la guerre contre la Russie. Il devint ministre des affaires étrangères de Louis XVI en 1774.

3) La présence militaire française dans les Balkans (1789-1815)

La Révolution française fit écho dans l'ensemble de l'Europe. Celle-ci retentit notamment jusque dans les provinces autrichiennes et vénitiennes des Balkans, entraînant un soulèvement paysan en Slovénie en 1790, puis en Dalmatie en 1792.

En 1797, la campagne d'Italie permit aux troupes françaises de prendre pied pour la seconde⁵⁰ fois dans la péninsule balkanique. Cette campagne prit fin avec le traité de Campoformio en octobre 1797. Vainqueur des Habsbourg, Bonaparte donna à l'Autriche, la Vénétie, l'Istrie et la Dalmatie en échange des régions belges et de la Lombardie. Par ailleurs, les troupes françaises prirent possession des îles ioniennes plus connues sous le nom des Sept îles.

Entre 1798 à 1802, l'expédition d'Égypte (1798-1799) déclencha pour la première fois depuis François Ie une guerre franco-ottomane ayant un effet désastreux sur le commerce avec le Levant. Au cours de cette guerre, les îles ioniennes passèrent sous protectorat de la Russie et un condominium russo-turc fut établi sur les principautés roumaines, amplifiant ainsi la poussée russe dans les Balkans et vers les mers chaudes. Le traité de paix franco-turc signé à Amiens en 1802 permit de mettre définitivement fin aux tensions entre Français et Ottomans et de relancer ainsi les activités commerciales.

En 1805, la victoire d'Austerlitz sur les austro-russes et la signature du traité de Presbourg conduisirent l'Autriche à redonner à la France la Vénétie, une partie de l'Istrie, la Dalmatie, ainsi que les bouches de Kotor (Cattaro). Napoléon reprit également possession des îles ioniennes. Ainsi, il put renforcer et étendre le blocus continental à l'encontre de l'Angleterre (1806).

De 1806 à 1809, la Dalmatie resta annexée au royaume d'Italie. A la suite de la victoire de Wagram (1809) et du Traité de Schönbrunn, l'Autriche céda à la France une partie de la Croatie civile au sud de la Save, la Croatie militaire, le reste de l'Istrie avec Trieste, Rijeka, les îles du Kverner, la Carinthie, une partie de la Carniole, la Styrie et le Tyrol ; l'ensemble accompagné de la république de Raguse et des bouches de Kotor. Ainsi naquirent les Provinces Illyriennes qui furent rattachées directement à la France de 1809 à 1814. Elles constituèrent un état tampon entre l'Autriche et l'espace méditerranéen, mais également une possible tête de pont balkanique en direction d'Istanbul, centre de gravité de l'empire ottoman.

A la suite de la chute de l'Empire et du congrès de Vienne (1814-1815), la France retrouva ses frontières d'avant la Révolution. L'Autriche obtint le royaume Lombard-vénitien, la Croatie et la Dalmatie. Ainsi ses limites se prolongèrent plus au sud dans les Balkans et elle put bénéficier d'un large débouché sur la mer Adriatique. Le royaume de Prusse s'étendit vers l'ouest sur la Rhénanie et devint ainsi héritier des limites du Saint Empire romain germanique. La Russie, quant à elle, s'étendit au détriment de la Pologne et conserva la Bessarabie conquise sur les Ottomans. Enfin, les Anglais placèrent les îles ioniennes sous protectorat.

⁵⁰ « princée » d'Achaïe de 1226 à 1330.

3.1) La France et l'Empire ottoman

La période fut caractérisée dans les Balkans par de nombreux troubles, qu'ils s'agissent de rebellions de janissaires, d'insubordinations de Pachas puissants tels que Pazvantoglu de Vidin⁵¹ (1799-1807) dans la région du moyen Danube et Ali pacha de Jannina⁵² en Epire, ou encore de la révolte des Serbes de Karageorges Petrovic (1768-1817) dans la région de Belgrade.

L'expédition d'Egypte de juillet 1798 interrompit brutalement les relations privilégiées de la France avec la Porte. Cependant, cette expédition fut principalement dirigée contre l'Angleterre et sa route des Indes. Les seuls affrontements importants entre Français et Turcs se déroulèrent au Mont Thabor (ouest du lac de Tibériade) en avril 1799, où Bonaparte défit une armée ottomane et à Aboukir en juillet 1799, où il rejeta à la mer, une armée turque débarquée par les Anglais. Ces victoires furent sans conséquence à un moment où l'expédition d'Egypte était déjà condamnée⁵³. Il n'y eut pas de répercussions directes dans les Balkans si ce n'est qu'elle priva le sultan Selim III (1789-1807) des soldats nécessaires pour réprimer l'anarchie qui régnait alors dans son empire et notamment les troubles engendrés par Pasvanoglu à partir de 1798. Ce dernier envisagea en particulier une alliance avec Bonaparte et chercha à ce faire reconnaître en lui envoyant des agents reçus par Talleyrand en 1801. Ces derniers proposèrent une alliance qui arriva trop tard, Bonaparte tentant à la même époque de renouer avec le Sultan. Le 25 juin 1802, les deux empires signèrent la paix d'Amiens et renouvelèrent les « Capitulations ». Au cours de cette crise, des consuls et des commerçants français furent arrêtés et leurs biens confisqués. Le port de Marseille en pâtit considérablement, près de 40 % de son commerce ayant alors lieu avec le Levant⁵⁴. Pour renouer les relations commerciales et annoncer la venue des commissaires français, Napoléon dépêcha l'un de ses meilleurs officiers : le général Sébastiani⁵⁵. Celui-ci fut considéré comme l'un des plus « beaux soldats » de l'Empereur : « courageux, sérieux, énergique, froid et décidé ». Intègre et loyal, il fut également considéré par ses pairs comme « un brave ». Ce choix montre tout l'intérêt porté par Bonaparte à l'empire ottoman. Sébastiani gagna l'amitié du sultan Selim III, détacha l'empire ottoman de son alliance avec la Russie et l'Angleterre et rétablit ainsi les anciens liens privilégiés unissant les deux pays.

Cependant, ce ne fut qu'après la victoire de Napoléon sur la coalition de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Russie le 2 décembre 1805 que le sultan Selim III choisit de se rapprocher plus étroitement de la France. Ainsi, à la suite du traité de Presbourg en décembre 1805, il envoya à Napoléon une ambassade extraordinaire. Napoléon dépêcha en retour un autre fidèle et fin connaisseur de la région: François-Laurent de Pouqueville (1770-1838).

⁵¹ Etabli à la tête de ses troupes dans la région de Vidin (forteresse sur le Danube), il en fit un centre de résistance au sultan Selim sous prétexte d'opposition à ses réformes. Reconnu Pacha de Vidin en 1799, impliqué dans l'insurrection serbe, l'autorité du sultan fut plus que relative dans sa région.

⁵² Ali Pacha de Tebelen (1744-1822). Révoqué par le Sultan en 1820, il résista deux ans dans Jannina (Ioannina) assiégée.

⁵³ Bonaparte rentra en France en octobre 1799.

⁵⁴ Histoire de France par Jean Carpentier.

Médecin, Pouqueville avait participé à l'expédition d'Égypte où il fut capturé par des pirates barbaresques et livré aux Ottomans. Après 25 mois de captivité à la prison des Sept Tours d'Istanbul, il rentra en France où il publia « Voyage en Morée, à Constantinople, en Albanie et dans plusieurs autres parties de l'empire ottoman ». Il reçut la fonction de consul général à Jannina et Narda où il put se confronter au felleux Ali Pacha jusqu'en 1817. A son retour en France, il rédigea « Histoire de la régénération de la Grèce » en 1824 et « Voyage en Grèce » en 1826.

Considérant le danger de ce rapprochement sensible avec la France, l'Angleterre expédia en janvier 1807 une flotte qui força le passage des Dardanelles et se présenta devant Istanbul. C'est alors le général Sébastiani, qui aidé de techniciens français, entreprit de renforcer les défenses de la ville. Au bout de deux mois, la flotte anglaise refrançhit les Détroits sans succès.

3.2) La France et les insurgés serbes

Depuis 1804, les Serbes étaient dirigés par Karageorges et soutenus par le pacha dissident Pazvantoglu de Vidin. Lorsqu'en 1806, les troupes françaises s'installèrent en Istrie et en Dalmatie, le danger de leur jonction avec les insurgés serbes fut agité par les diplomates russes alors en place à Istanbul. Cependant, Napoléon rassura rapidement le sultan sur ses intentions pacifiques, en lui conseillant personnellement de réduire par la force l'insurrection serbe. En fin d'année, les Russes entrèrent dans les principautés roumaines (prise de Bucarest en décembre 1806) et en janvier 1807, les insurgés serbes s'emparèrent de la forteresse de Belgrade.

L'affrontement franco-russe d'Eylau (février 1807) étant resté indécis, Napoléon envisagea alors d'envoyer un corps français depuis la Dalmatie à travers la Bosnie jusqu'à Vidin, afin de s'appuyer sur les Serbes et détourner ainsi un maximum de troupes russes sur le front annexe du Danube. La France dépêcha alors un officier chargé d'assurer la liaison entre la Dalmatie, Constantinople et l'armée impériale en Pologne. Cependant, la Porte refusa le passage des troupes françaises et ce furent les Russes qui firent jonction avec les Serbes sur le Danube. L'affrontement franco-russe trouva son dénouement à la bataille de Friedland en Prusse Orientale. Cette victoire fut suivie le 25 juin 1807 par le traité de paix de Tilsitt, créant une alliance secrète entre la France et la Russie contre l'Angleterre. Il y eut alors un revirement d'attitude de la France envers l'empire ottoman, celle-ci devenant soudain beaucoup plus compréhensive vis-à-vis des ambitions russes dans les Balkans. Les Turcs bénéficièrent cependant d'un armistice heureux avec les Russes (Slobozia, août 1807) conduisant au retrait des troupes du Tsar.

Dans leur alliance tenue secrète, Napoléon et Alexandre I^{er} (1801-1825) envisagèrent à terme le partage de l'empire ottoman. Les pourparlers menés par Caulaincourt⁵⁶ à Saint-Pétersbourg

⁵⁵ Sébastiani, comte et maréchal de France (1772-1851). Destiné à une carrière religieuse, il fut davantage attiré par le métier des armes et s'engagea comme sous-lieutenant dans le régiment de Vintimille en août 1789.

⁵⁶ Marquis de Caulaincourt (1773-1827). Il fut ambassadeur en Russie de 1807 à 1811 et ministre des affaires étrangères de 1813 à 1815.

échouèrent sur les problèmes des Détroits et en particulier sur la question de Constantinople revendiqué par Alexandre. A cette demande, Napoléon aurait répliqué :

« Constantinople ? Jamais. Constantinople, c'est l'Empire du Monde »

En octobre 1809, les insurgés serbes, à nouveau seuls, tentèrent une ouverture côté français. Ils dépêchèrent à Vienne une mission conduite par le capitaine Rado Vucinic, chargée de rencontrer Napoléon. Dans son message, Karageorges mettait la Serbie sous la protection de l'Empereur des français et lui offrait la place forte de Sabac afin faire pression sur les Hongrois. Malheureusement, le messenger arriva trop tard, Napoléon étant déjà reparti pour Paris. Un second message fut porté directement à Paris, cependant méfiant, Napoléon n'y porta aucune attention. En effet, la Serbie ne constituait pas, à cette époque, un pion suffisamment important sur l'échiquier européen. L'attitude de méfiance de la France envers le soulèvement serbe perdura pendant toute la période des Provinces Illyriennes (1809-1814). Les Serbes se retournèrent donc vers les Russes. Ces derniers reprirent la lutte contre les Ottomans à leurs côtés (1810-1812) jusqu'au traité de paix russo-turque de Bucarest impliquant le retrait des principautés roumaines et l'abandon des Serbes. A partir de 1813, le sultan Mahmud II (1808-1839) s'attacha à remettre au pas les pachaliks rebelles (Vadin, Jannina), ainsi que les peuples insurgés (Serbes).

La région stratégique des Balkans (moyen Danube) aurait donc pu jouer un rôle très important à deux reprises. D'une part au cours de l'expédition d'Egypte, si le pacha rebelle Pasvanoglu de Vidin avait recherché une alliance française suffisamment tôt, d'autre part, si la région du moyen Danube avait vu s'affronter les troupes françaises et russes alliées l'une ou l'autre avec les Serbes.

3.3) La France dans les îles ioniennes et les Provinces Illyriennes

3.3.1) Les îles ioniennes

Situées dans la périphérie sud-ouest de la péninsule balkanique au large de l'Epire et de la Morée, elles avaient pour particularité de dépendre de la république de Venise depuis les Croisades. Dès juillet 1797, à la chute de l'aristocratie vénitienne, Bonaparte dépêcha sur place le général Gentili et fit occuper les Sept îles auxquelles il accordait la plus grande importance stratégique. Dans une lettre adressée au directoire, il écrivit à leur sujet :

« Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. Je crois que, si nous étions obligés d'opter, il faudrait mieux restituer l'Italie à l'Empereur et garder les îles qui sont une source de richesse et de prospérité pour notre commerce. L'empire des Turcs s'écroule tous les jours, la possession de ces îles nous mettra à même de le soutenir autant que cela sera possible, ou d'en prendre notre part. »

Il écrivit également :

« Les temps ne sont plus éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Egypte. Le vaste empire ottoman, qui dépérit tous les jours, nous met dans l'obligation de penser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant. »

Bonaparte considéra donc les îles ioniennes d'une part comme un emplacement stratégique pour des raisons commerciales et d'autre part comme un marché idéale entre l'Occident et l'Orient en déclin. Lors du traité de Campoformio en octobre 1797, la France obtint officiellement les Sept îles ainsi que quatre établissements situés sur la côte grecque : les villes de Prevesa, Vonitza, Parga et Butrint. Les Français furent accueillis généralement avec plaisir par la population, à l'exception des nobles, des employés gouvernementaux et du clergé. Abandonnant les îles dès 1799 sous la pression de troupes russo-turques, ils s'y réinstallèrent de 1806 à 1814.

Lors de cette période, les Français, et notamment le consul général Pouqueville, furent constamment confrontés aux intrigues d'Ali pacha de Jannina, fort intéressé par les îles ioniennes et agissant en véritable chef d'Etat indépendant du Sultan. Lorsque Bonaparte sortit victorieux de la campagne d'Italie, il reçut pourtant une lettre où le fameux pacha se montra très respectueux :

« vos actions héroïques que j'admire avec tout l'univers me porte à désirer votre amitié particulière... Il me sera agréable d'en recevoir le témoignage et de resserrer, avec le héros de la France, les liens de l'amitié dont mon cœur a toujours été pénétré pour votre nation. »

Malgré ces propos obséquieux, le pacha de Jannina travailla constamment pour son propre compte. Ainsi, suivant les circonstances du moment, il négocia avec les Français ou les trahit avec les Russes où les Turcs au mieux de ses intérêts.

En exigeant les îles ioniennes au traité de Campoformio, Bonaparte posa les jalons d'un vaste projet Oriental. Ce projet resta cependant subordonné aux exigences de la politique européenne et ne fut pas considéré comme une priorité avant que ne survienne la chute de l'Empire français.

3.3.2) Les provinces Illyriennes

Avant l'arrivée des Français, la Dalmatie (à l'exception de la république de Raguse) était une région pauvre à la fois soumise et abandonnée par Venise. A Split, la Révolution française fit l'objet d'un accueil particulièrement favorable de la part d'un petit groupe d'adeptes des idées libérales. Ainsi, en 1792, la noblesse et le clergé firent l'objet d'âpres satires inscrites sur les murs où l'on put lire :

« Rappelez-vous des Français ! ; Réveille-toi peuple de Split, prend conscience de ta force ! ; Au signal donné tout le peuple prendra les armes »

Cependant, la majorité de la population influencée par la noblesse et le clergé rejetèrent les idées françaises. En 1797, la prise de Venise par les Français souleva la colère des Dalmates et 12 000 soldats se portèrent au secours de la Sérénissime contre les troupes de Bonaparte. Le consul de France à Sibenik fut assassiné et l'armée autrichienne fut accueillie en Dalmatie où elle resta jusqu'en 1806.

Après la chute de l'Autriche et le traité de Presbourg (décembre 1805), la Dalmatie échut à l'Italie. Les généraux Molitor et Lauriston entrèrent en février 1806 à Knin et à Zadar où le général Dumas annonça par la suite officiellement aux Dalmates qu'ils étaient dorénavant sujets de l'Empereur des Français. En mai 1806, Lauriston entra dans les murs de Raguse dont il garantit l'indépendance qui perdurera jusqu'en janvier 1808.

Le commandant en chef de l'opération fut le général Auguste de Marmont (1774-1852) dont l'action militaire fut extrêmement dure. Relatant cet épisode, il écrivit par exemple :

« Je donnai l'ordre de brûler plusieurs villages et tous les faubourgs de Castelnuovo (Herceg Novi) : c'était punir la rébellion dans son foyer même ».

A son arrivée, Marmont méprisa les paysans locaux, « à peine des êtres humains », et le comte de Molitor ne fut pas plus tendre. Ils suivirent en cela le mépris qu'afficha l'Empereur lui-même, lorsqu'il écrivit en 1806 :

« ... les Croates sont voleurs ; il ne faut donc pas s'étonner de toutes les voleries qu'ils peuvent avoir faites à nos troupes »⁵⁷.

Dans la région, les soldats français découvrirent des indigènes particulièrement farouches ; l'aide de camp de Marmont, Charles Nicolas Fabvier⁵⁸, en donna le bref portrait suivant :

« Ils ne font jamais un pas sans un fusil, deux pistolets, un sabre, un poignard et surtout un stylet dont ils se servent très adroitement »⁵⁹.

En 1810, les nouvelles conquêtes françaises (Carniole, Carinthie, Istrie, Croatie civile et militaire, Dalmatie, Raguse) furent réunies en un seul ensemble qui prit le nom de Provinces Illyriennes avec pour capitale Ljubljana. L'abbé Pisani⁶⁰ écrivit alors :

« La nouvelle Illyrie s'étendait du nord au sud-est sur une étendue de 250 lieues ; ses frontières allaient du Tyrol au Pachalik de Scutari, et il s'en fallait de beaucoup que ses habitants fussent tous de même race : les Slaves, qui formaient l'immense majorité, appartenaient aux trois rameaux slovène, croate et dalmate ; de plus, dans le nord, plusieurs cantons pris au Tyrol et à la Carinthie étaient allemands ; enfin, sur tout le littoral, de Trieste à Raguse, où la civilisation italienne avait laissé de fortes empreintes, la langue italienne

⁵⁷ Lettre de Bonaparte août 1806.

⁵⁸ Le Baron Charles-Nicolas Fabvier (1782-1855) fut l'aide-de-camp du général Foucher, puis celui de Marmont, avant d'être fait colonel au lendemain de la bataille de Dresde. Engagé volontaire aux côtés des Grecs lors de la guerre d'indépendance, il défendit l'Acropole contre les Turcs, un fait d'armes que les Athéniens célébrèrent en lui érigeant une statue.

⁵⁹ Cf. E. Haumant, « Les Français à Raguse », Revue de Paris, mars-avril 1912.

⁶⁰ La Dalmatie de 1797 à 1815, Alphonse Picard et Fils, Paris 1893.

était sinon celle du plus grand nombre, au moins celle de tout homme à qui son instruction pouvait donner quelque influence ».

Ces provinces furent administrées « à la française »⁶¹, ce qui ne fut pas toujours du goût des autochtones : fiscalité agressive, conscription (et donc insoumission et désertions), abolition de certains avantages, application du Code Civil et du Concordat.

Pour sa part, Napoléon ne voulait pas que les Province Illyriennes ne grèvent l'Etat français. A ce sujet, dans une lettre qu'il adressa à son ministre des finances Gaudin en 1810, il écrivit :

« Faites connaître au duc de Raguse, que j'approuve qu'il traite bien les Croates, mais je ne veux pas que l'acquisition des Provinces Illyriennes ajoute de nouvelles charges à mon trésor. Elles doivent donner 12 millions de revenu net pour payer les dépenses de l'armée et de l'administration générale. En un mot, elles et les troupes qui y sont stationnées ne doivent absolument rien coûter au trésor public...».

Marmont instaura également un sévère contrôle policier, avec la création de cartes de domicile et d'identité et l'implantation de commissariats fournissant des rapports de situation réguliers. Un serment de fidélité fut exigé des notables et la censure fut très stricte. L'unique grand journal local, « le Télégraphe illyrien »⁶² fut un instrument de propagande dont la plupart des articles étaient dictés par l'état-major de Marmont. Les fonctionnaires, les maires, les juges, les curés furent obligés de s'y abonner. Le journal, ainsi que toutes les décisions administratives importantes, furent imprimés en quatre langues : français, allemand, italien et "illyrien" (slovène ou croate),.

L'œuvre impériale ne fut pourtant pas totalement négative. Par décrets, les langues croates et slovènes acquirent enfin des droits, elles devinrent même obligatoire dans les écoles primaires. Le prêtre Starceviæ publia à Trieste en 1812 une « Nouvelle grammaire illyrienne » et Valentin Vodnik rédigea, quant à lui, plusieurs manuels scolaires et un catéchisme (Catéchisme pour les Provinces Illyriennes, tiré du catéchisme pour toutes les églises de l'empire français).

En dehors de son luxe somptuaire⁶³ et de ses outrances variées⁶⁴, le maréchal Marmont, duc de Raguse (depuis 1808), fut un administrateur dynamique. Il introduisit une administration moderne, il soutint les franciscains, « ces moines fort éclairés, et infiniment supérieurs sous tous les rapports au reste du clergé de la province », ordonna l'émancipation des Juifs⁶⁵, fit ouvrir une trentaine d'écoles primaires, sept gymnases⁶⁶, deux pensionnats, un lycée supérieur et une école d'archéologie. Avec l'aide de la population locale, il fit construire un réseau

⁶¹ Décret du 15 avril 1811.

⁶² Ou « Télégraphe officiel ».

⁶³ La légende rapporte qu'il circulait dans "une voiture attelée de six cerfs ferrés d'argent".

⁶⁴ A la demande de Marmont, les bals publics furent décorés d'un portrait de l'empereur et du poème suivant :
« De tes nouveaux sujets daigne accueillir l'hommage ; ils te jurent tendresse, amour, fidélité ; et maintenant soumis à ton noble courage ; il ne manque plus rien à leur félicité ».

⁶⁵ Les lois de Raguse restreignaient les droits civils des Juifs.

⁶⁶ Enseignement général et artisanat.

routier, qui suscitera plus tard l'admiration des Autrichiens et contribuera au développement économique de la région. Ces réalisations lui valurent de recevoir les honneurs de la population. Les habitants de Trogir lui élevèrent une gloriette et ceux de Makarska un obélisque. Une médaille commémorative fut frappée en son honneur à Split, et Raguse lui dédia cette inscription :

« Le Duc de Raguse, Auguste Marmont, guidé par l'exemple du Grand Napoléon, abattit les rochers, nivela les champs, jeta des ponts à travers les provinces de la Haute et la Basse Illyrie, ouvrit et pava la route militaire au plus grand bénéfice des peuples ».

En matière de commerce, la Dalmatie souffrit en raison du blocus continental et des combats permanents contre les Anglais, les Russes et les Monténégrins. Pour pallier cette crise et assurer l'approvisionnement, l'administration française s'efforça, grâce à son consul de Travnik, de maintenir un trafic au travers de la Bosnie turque, ce qui ne fut pas sans risques dans une région encore sauvage où les Français et les chrétiens n'étaient pas particulièrement appréciés. Les relations avec Corfou et les îles ioniennes en général furent pratiquement impossibles, les Anglais ayant doublé leurs forces navales en Adriatique en introduisant de nombreux corsaires.

Dans le domaine militaire, l'occupation française se traduisit par la mobilisation, souvent difficile, de plusieurs milliers de recrues illyriennes. Outre la création d'une « Garde Nationale », destinée à défendre le pays en l'absence de l'armée régulière, et le renforcement des « Pandours » (gendarmes locaux), Marmont procéda au recrutement de plusieurs unités de ligne. En 1806, Napoléon ordonna la création d'une « Légion dalmate » d'environ 2 700 hommes à partir de volontaires et de tirés au sort. L'incorporation des recrues entraîna immédiatement la fuite de nombreux illyriens en Autriche et en Turquie, et l'insurrection en chaîne de plusieurs villages. En 1807, un second décret ordonna la levée de 1 750 conscrits afin de compléter les effectifs de cette légion. A la création des Provinces Illyriennes en 1809, l'unité ne comptait plus que 1 600 hommes, et un nouveau décret la transforma en 1810 en régiment « Royal Illyrien ». En garnison sur les voies de communication de la Grande Armée, le régiment fut dissout en novembre 1814 ; trois de ses bataillons furent alors envoyés sur l'île d'Oléron et incorporés au 2^e Régiment Colonial pour y servir comme pionniers. Un régiment de hussards, formé à Karlovac en 1813 dans des circonstances similaires, connut un sort comparable. Il fut dissout quelques mois plus tard à Lyon et les recrues furent transférées à Bourges pour y constituer un bataillon de pionniers. Les meilleurs régiments provinrent essentiellement de la Croatie Militaire. Héritiers de l'ancien "Royal Cravate", ils se rendirent célèbres en Russie et y firent une moisson de Légions d'Honneur. Plusieurs jeunes illyriens vinrent également parfaire leur instruction dans les académies militaires françaises de Chalons et de Saint Cyr.

Marmont fut appelé à prendre le commandement de l'armée du Portugal en janvier 1811. Ses successeurs, les généraux Bertrand, Junot et Fouché, continuèrent sa politique jusqu'au retrait définitif des troupes françaises.

Si les dix premières années qui suivirent la Révolution, les relations entre la France et les Balkans furent mises en sommeil, celles-ci connurent une reprise vigoureuse avec l'arrivée au pouvoir de Napoléon Bonaparte. L'installation des troupes françaises dans les îles ioniennes, le conflit avec l'empire ottoman puis le rattachement des Provinces Illyriennes à la France suscita ou plutôt ressuscita la curiosité d'un certain nombre d'intellectuels français pour un espace géographique et des peuples encore mal connus. Il stimula aussi les voyages et l'imagination des écrivains. Ainsi, dès le début du XIXe siècle, deux livres furent édités sur la Croatie et la côte dalmate : en 1802, Joseph La Vallée publia « Voyage pittoresque et historique de l'Istrie et de la Dalmatie », et en 1809, J. A. Demian publia un livre traduit de l'allemand intitulé « Tableau géographique et politique des royaumes de Hongrie, d'Esclavonie, de Croatie et de la grande principauté de Transylvanie ». L'administration française des Provinces Illyriennes suscita, bien sûr, un très net regain de curiosité pour le littoral Adriatique et sa population. L'un des premiers à faire part de ses observations fut l'attaché d'ambassade Charles Pertusier qui fit paraître en 1815 une longue notice sur la Dalmatie. Par la suite, en 1822, il publia aussi un ouvrage intitulé « La Bosnie, considérée dans ses rapports avec l'empire ottoman ». De son côté, le chevalier Bernardini publia, en 1823, un « Discours sur la langue illyrienne et sur le caractère des peuples habitant la côte orientale du golfe Adriatique ».

Alors qu'il était consul général de France à Jannina, Pouqueville, passa à Raguse quelques semaines avant l'arrivée des troupes françaises. Il raconta ce qu'il y avait vu dans un livre qui parut en 1820, le « Voyage en Grèce », où il exprima une réelle sympathie pour Raguse et ses habitants.

Ainsi, grâce à l'épopée napoléonienne et à la présence française, les Français ont-ils pu découvrir la péninsule balkanique au travers des récits des voyageurs et des diplomates. Les sombres aspects de l'administration française portèrent principalement sur l'enrôlement des soldats, les réquisitions et les représailles sanglantes contre les rebelles. Cependant, malgré tout, l'action des français permit l'implantation en Dalmatie et en Slovénie d'une législation très moderne, une amélioration de l'infrastructure routière et donc des communications, le développement de l'archéologie et surtout un réveil de la conscience nationale grâce à un système social nouveau et à la promotion des langues croate et slovène. C'est de cette très courte période que naîtra le puissant mouvement illyrien de Vodnik, de Janko Draskoviae et surtout de Ljudevit Gaj dont le poème « Concorde et Union des Croates » marqua la naissance de la Croatie moderne.

4) Soutien aux nationalismes et impérialisme économique (1815-1914)

Sortie affaiblie du Congrès de Vienne en 1815, la France continua cependant d'intervenir à maintes reprises et sous diverses formes dans les Balkans. Tout d'abord, son philhellénisme, la poussée Romantique, et les idéaux de la Révolution la conduirent à servir politiquement et militairement la cause de la liberté du peuple grec. L'intérêt porté par Napoléon III aux nationalismes l'amena en Crimée et le soutien apporté à la création de la Roumanie lui permit d'effectuer son retour politique sur la scène internationale. Malgré tout, elle s'efforça de préserver aussi longtemps que possible l'empire ottoman dans lequel elle entretenait d'importants intérêts économiques et dont l'unité et la stabilité contribuaient à l'équilibre européen. Au fil de la constitution des Etats balkaniques, elle apporta un soutien financier considérable, conditionné au début du Xxe siècle, par la plus ou moins grande hostilité des nouveaux Etats à l'égard de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. A la veille de la Grande Guerre, la France exerça un véritable impérialisme économique sur l'ensemble de la région et en particulier sur la Serbie.

4.1) Influence culturelle et soutien aux nationalismes

4.1.1) Cas de la Grèce

A la différence de la Serbie, le soulèvement grec entraîna immédiatement la sympathie française. Louis XVIII (1815-1824) et surtout Charles X (1824-1830) furent profondément philhellènes et la révolution Romantique contribua à éclairer le destin du peuple grec. Avant tout humaniste, cette sympathie fut également dynamisée par la diaspora grecque, dont les commerçants formaient d'importantes colonies à Marseille. Riches, instruits, ces derniers avaient su nouer des relations utiles dans le monde politique et intellectuel.

L'influence française fut très forte chez les intellectuels grecs. Rhigas (dit Velesinlis) fut à l'origine de la fondation de la société secrète patriotique : « l'Hétairie amicale », et Korais fut un admirateur des Lumières et des apports libéraux de la Révolution française.

Ainsi, en 1821, c'est sous l'influence de l'Hétairie que des soulèvements se produisirent en Moldavie, au pachalik de Jannina et en Morée. Seul celui de Morée gagna toute la péninsule grecque. Les évènements de Chio⁶⁷ en 1822 marquèrent le début d'une répression turque sans pitié. Bénéficiant du soutien des troupes égyptiennes du sultan Méhémet-Ali (troupes modernisées par les soins d'instructeurs français), le succès des forces ottomanes sembla alors acquis. Cependant en 1826, après une année de siège, les défenseurs de Missolonghi, firent sauter la ville et se laissèrent ensevelir sous les ruines. Cet acte héroïque⁶⁸ eut un retentissement international et la cause grecque enthousiasma les Occidentaux. Les Français se mobilisèrent au sein de comités philhellènes, dans lesquels on put trouver les noms d'illustres Romantiques tels que Chateaubriand, Lamartine, Hugo ou Delacroix. Ces comités

⁶⁷ Massacre par les Turcs de 20 000 Grecs.

⁶⁸ Lord Byron y laissa la vie.

récoltèrent des fonds, favorisèrent l'émission d'emprunts, où firent pression sur les gouvernements. Les massacres de l'île de Chio inspirèrent notamment la peinture de Delacroix qui exposa son tableau : « les massacres de Chio » (1824), ainsi que l'une des Orientales de Victor Hugo: « l'Enfant grec »⁶⁹ (1829) et l'une des Messéniennes⁷⁰ de Casimir Delavigne.

Certains français participèrent directement aux combats. Ce fut le cas du Baron Charles-Nicolas Fabvier, ancien aide de camp du général Marmont dans les Provinces Illyriennes. Ce dernier s'engagea comme volontaire aux côtés des Grecs et organisa le corps des « Tactics ». Il défendit l'Acropole contre les Turcs ; un fait d'armes que les Athéniens célébrèrent en lui érigeant une statue.

Il faut cependant reconnaître que les patriotes grecs furent bien seuls durant les premières années de leur combat (1821-1826). D'abord paralysés par l'irrésolution d'Alexandre Ie (1801-1825) et les calculs de Metternich (1821-1848), les grandes puissances européennes passèrent tardivement à l'action. Poussées par des mobiles très divers (intérêt, enthousiasme, crainte), la France, la Russie et l'Angleterre s'unirent par le traité de Londres (1827) afin d'imposer leur médiation. Une série d'incidents fortuits conduisit à l'anéantissement de la flotte turco-égyptienne par une escadre anglo-franco-russe à Navarin le 20 octobre 1827. Cette victoire permit alors le débarquement du général Maison⁷¹ et de son corps expéditionnaire. Les Ottomans s'obstinant dans la lutte, il fallut la campagne du corps expéditionnaire français (1828-1829) et la marche des deux armées russes sur Istanbul pour les décider à cesser le combat.

Le traité d'Andrinople (1829) mit fin à la guerre d'indépendance, sans fixer nettement ni les frontières ni la situation politique de la Grèce (vassale ou indépendante). L'influence des idées françaises puis l'intervention militaire de la France furent déterminantes dans la formation du royaume de Grèce. Par la suite, un certain nombre d'officiers français participèrent à la réforme de l'armée (en particulier Fabvier) et lors du congrès de Berlin (1878), la France soutint la Grèce dans ses négociations avec Istanbul pour la rectification de ses frontières en Thessalie.

⁶⁹ « Les Turcs ont passé là. Tout est ruine et deuil. Chio, l'île des vins, n'est plus qu'un sombre écueil... Ah ! pauvre enfant, pieds nus sur les rocs anguleux ! Hélas ! pour essuyer les pleurs de tes yeux bleus .. Que veux-tu ? Bel enfant, que te faut-il donner ... Qui pourrait dissiper tes chagrins nébuleux ? Que veux-tu ? fleur, beau fruit, ou l'oiseau merveilleux ?- Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus, Je veux de la poudre et des balles. »

⁷⁰ « Il brille d'un éclat que rien ne peut ternir, ce tableau de la Grèce au cercueil descendue, qui n'a plus de vivant que le grand souvenir de sa gloire à jamais perdue »... « C'est la Grèce, as-tu dit, c'est la Grèce opprimée ; la Grèce belle encore, mais froide, inanimée ; la Grèce morte ! ... arrête, et regarde ses yeux : leur paupière longtemps fermée se rouvre à la clarté des cieux. Regarde, elle s'anime ; écoute, sous ses chaînes son corps frémit et s'est dressé. Ce pur-sang, que le fer a tant de fois versé, pour se répandre encor bouillonne dans ses veines ; son front qui reprend sa fierté, pâle d'un long trépas, menace et se relève ; son bras s'allonge et cherche un glaive ; elle vit, elle parle, elle a dit : liberté ! » ...

⁷¹ Nicolas Maison (1771-1840), général de Napoléon, il se rallia à Louis XVIII. Hommes aux convictions très libérales, il fut nommé maréchal de France en 1829 à son retour de l'expédition de Morée.

4.1.2) Cas de la Roumanie

Au cours des années 1835-1846, Paris vit arriver de nombreux étudiants des provinces de Moldavie et de Valachie. En 1840, Cuza, futur prince de Roumanie créa autour de Lamartine, Michelet et Quinet, un cercle révolutionnaire roumain au sein du Collège de France. Quelques années plus tard parut la « Revue des deux mondes » qui fut un véritable trait d'union entre la France et les Balkans. Lorsqu'en 1848, la révolution éclata en Europe, des étudiants roumains participèrent au soulèvement parisien. En Moldavie et en Valachie, le soulèvement conduisit à une vive répression des troupes russes et ottomanes.

Après le seconde République (1848-1852), l'empereur Napoléon III (1852-1870) se posa en véritable champion des nationalismes, du catholicisme et en protecteur des catholiques d'Orient. Ainsi, face aux prétentions russes, une flotte franco-anglaise fut envoyée dans le détroit des Dardanelles afin de protéger l'empire ottoman. A la suite de l'invasion de la Moldavie par la Russie en 1853, la France participa aux côtés de l'Angleterre et de la Porte à la guerre de Crimée contre la Russie (1853-1856). En 1856, sous l'égide de la France, le traité de Paris mit fin au protectorat russe sur les principautés de Moldavie et Valachie, garantit l'intégrité de l'empire ottoman, déclara le Danube fleuve international et neutralisa la mer Noire. En 1858, sous l'égide de Napoléon III, la conférence de Paris conduisit à la création des principautés unies de Moldavie et de Valachie, dont Cuza, ancien élève en France devint le prince fondateur. Enfin, Napoléon III appuya la création de la Roumanie en 1859.

Quarante ans après le congrès de Vienne, cet engagement sur le théâtre balkanique permit à la France de reprendre sa place dans le concert des nations. A la fois vainqueur militaire et diplomatique, Napoléon III essaya de concilier des politiques parfois divergentes tels que la protection des intérêts économiques et commerciaux français, le soutien de l'empire ottoman et le soutien des nationalismes. Cette influence politico-militaire fut mise à mal par l'effondrement de la France en 1870, mais reprit de plus belle au début du Xxe siècle.

4.1.3) Cas de la Serbie

En France, le premier soulèvement serbe (1804-1813) conduit par Karageorges resta presque sans écho. Les Serbes tentèrent d'intéresser à leur cause d'une part la France présente dans les Provinces Illyriennes et d'autre part la Russie slave orthodoxe présente en mer Noire. Malheureusement, les conquêtes napoléoniennes et la guerre de 1812 entre Napoléon et Alexandre Ie la privèrent d'appuis extérieurs massifs.

Le second soulèvement (1815-1817) conduit par Miloch Obrénovitch bénéficia quant à lui du retour progressif de la paix en Europe, retour que les Turcs ne souhaitèrent pas remettre en question. La France ne participa donc ni politiquement ni militairement à l'émancipation du peuple serbe. En revanche, l'influence française se développa dans le domaine culturel, permettant ainsi à la Serbie de se soustraire aux influences turques et surtout autrichiennes. En effet, à partir de la seconde moitié du siècle, le gouvernement serbe commença à s'occuper de son intelligentsia et distribua un certain nombre de bourses d'étude. La France fut alors l'un des pays le plus souvent choisi. Ainsi, la plupart des enseignants de la Grande école et de l'Université furent formés en France. Après leur retour en Serbie, beaucoup d'étudiants continuèrent à soigner leurs bonnes relations avec la France, et ainsi, graduellement, la culture

française se propagea dans le pays. A titre d'exemple, la Serbie introduisit la langue française au Lycée en 1838. Matière secondaire, elle fit cependant partie des plus importantes en nombre d'heures. A partir de 1854, Charles Arène, un français possédant la double nationalité, enseigna tant au Lycée, qu'à la Grande école pendant 33 ans. Après 1873, le français resta la seule langue vivante obligatoire pour tous les étudiants des facultés de philosophie, de droit et de technique. Cette influence culturelle ne fut pas sans effet dans le domaine militaire. Ainsi, en 1866, la Serbie se tourna vers la France et confia au lieutenant-colonel Mondain, l'organisation de son armée, allant de la mise en place de la conscription à la mise sur pied d'une véritable armée serbe.

Dans les années qui suivirent la défaite de 1870, la langue française perdit sa priorité absolue. Par ailleurs, la plupart des étudiants non boursiers optèrent pour des universités allemande, austro-hongroise ou bien russe.

4.1.4) Cas de la Bulgarie

Depuis sa disparition à la fin du XI^e (bataille de Tarnovo 1393), la Bulgarie fut toujours à la recherche de soutiens extérieurs afin de reconquérir son indépendance politique. Avant que la Russie ne devienne son principal « protecteur »⁷², la seule voie possible pour les Bulgares fut de rechercher la compassion et le concours militaire dans tous les pays de l'Europe centrale et occidentale. Malheureusement pour elle, depuis François I^e, l'alliance franco-ottomane fit que toute coalition occidentale anti-musulmane suffisamment puissante resta un vœu pieux. Ainsi, toutes les tentatives de mouvements bulgares jusqu'au XVIII^e siècle⁷³ furent privées de l'assistance politique et militaire de l'Europe occidentale et condamnées à l'échec. Pendant toute cette période, l'Europe resta sourde à l'appel bulgare jusqu'à ce que Voltaire fasse référence à ce peuple dans *Candide* et dans l'*Encyclopédie*⁷⁴. Ce ne fut qu'après la Révolution française que la Bulgarie commença réellement à être reconnue. Le développement rapide d'une bourgeoisie nationale, la présence d'une bourgeoisie marchande grecque, le développement des échanges commerciaux entre Balkans et Occident permirent de multiplier les échanges de valeurs culturelles et idéologiques, et l'adhésion aux idées libérales. Le développement d'un réseau d'écoles nationales, une pédagogie empruntée au système européen permirent également de véhiculer les idées de la Révolution française.

Dans les années 1871-1878, l'empire ottoman retomba dans ses errements habituels tels que la négligence administrative, la dilapidation des finances, ainsi que des brutalités à l'égard des chrétiens. En 1876, succédant aux paysans d'Herzégovine, de Serbie et du Monténégro, les Bulgares se soulevèrent, entraînés par un groupe d'intellectuels et de prêtres. L'opinion européenne fut profondément émue après les massacres proférés par les Turcs en Bulgarie. En Europe, ce fut une grande voix française qui s'éleva alors au-dessus de toutes les autres : celle de Victor Hugo, certainement l'homme le plus célèbre à l'époque.

⁷² Protectrice des chrétiens d'orient depuis le traité de Kutchuk-kaïnardji en 1774.

⁷³ insurrection de Tarnovo en 1686, dans la Bulgarie du nord ouest en 1688 où de Karpos en Macédoine...

⁷⁴ Parfois de façon péjorative, Voltaire associant les mots « Boulgares » et « Bougres ».

Il déclara au sujet de la Bulgarie:

« Il devient nécessaire d'appeler l'attention des gouvernements européens sur un fait tellement petit à ce qu'il paraît que les gouvernements semblent ne pas l'apercevoir. Ce fait, le voici : on assassine un peuple. Où ? En Europe. Ce fait a-t-il des témoins ? Un témoin, le monde entier. Les gouvernements le voient-ils ? Non. ».

Les grandes puissances poussèrent alors le gouvernement ottoman à se réformer, mais les réformes n'eurent pas lieu. La Russie d'Alexandre II, poussée par le panslavisme et la neutralité bienveillante de la France et des autres puissances, engagea alors une guerre contre un empire ottoman isolé (1877-1878). Victorieux, les Russes tentèrent d'imposer un traité particulièrement avantageux pour les Bulgares, avec création d'une grande Bulgarie, qui démantelait complètement la partie européenne de l'empire ottoman. Ce traité fut rejeté par les autres puissances européennes. L'Allemagne proposa ses bons offices qui aboutirent au congrès et au traité de Berlin (1878).

Au cours de cette période, la France restait affaiblie du fait de la défaite de 1870 et de la mise en place difficile de la III^e république. Elle redoutait avant tout le démembrement de l'empire ottoman qui l'aurait privée des avantages commerciaux accordés par les Capitulations. Elle n'eut aucune action face aux vellétés balkaniques de l'Autriche-Hongrie (occupation de la Bosnie-Herzégovine) et de la Russie (annexion de la Bessarabie) qui poussèrent ainsi leur influence vers la Méditerranée. Elle n'accorda par ailleurs aucun soutien à la Bulgarie dans l'injustice qui lui fut faite. Le traité de Berlin lui convint parfaitement puisqu'il maintenait l'empire ottoman et qu'il stipulait que :

« Tous les traités de commerce et de navigation entre les puissances aujourd'hui en vigueur, sont maintenus dans la principauté de Bulgarie et aucun changement n'y sera apporté à l'égard d'aucune puissance avant qu'elle y ait donné son consentement ».

Dans le cas de la Bulgarie, la France fit globalement prévaloir ses intérêts économiques et l'intérêt de l'empire ottoman sur celui du peuple bulgare.

4.2) Influence politique et impérialisme économique

En neutralisant la mer Noire au profit des navires marchands et en internationalisant le Danube, le traité de Paris (1856) signé sous l'égide de la France offrit aux grandes puissances toute la péninsule balkanique comme marché potentiel. Cette situation s'amplifia encore après le traité de Berlin (1878) et les Balkans devinrent véritablement le champ clos de leurs rivalités politiques et économiques.

La Roumanie s'industrialisa à partir de 1887. Le secteur des entreprises roumaines se caractérisa par une part très importante de capital étranger et l'importante internationalisation de sa branche pétrolière. A titre d'exemple, le capital étranger progressa jusqu'à 82 % en 1911. Quatrième producteur mondial de pétrole en 1914, la production roumaine fut traitée par des sociétés à participations allemandes, françaises, hollandaises, anglaises, et belges.

En Bulgarie, l'industrie lourde restant faible faute de matière première, la pénétration des capitaux des Puissances se fit plutôt sous forme de banques. Pour pourvoir ses besoins en chemins de fer et en équipements militaires, le gouvernement bulgare se vit donc contraint de recourir à la finance étrangère. La France, qui ne soutint pas le projet de « grande Bulgarie » en 1878, n'en fut pas moins le premier contributeur du pays. Elle y développa son influence économique sous forme de crédits (emprunts d'Etats) et son influence militaire sous forme de vente de matériel, de savoir-faire tactique et de formation. Ainsi, à la fin du XIXe, une grande partie du premier crédit français accordé fut consacré à l'achat d'armement. 66 pièces d'artillerie (canons de 75 mm) furent livrées à l'armée bulgare par les usines Schneider, ce qui représenta la première victoire de l'industrie militaire française sur la société allemande Krupp. En 1904, la France livra 324 canons et 3 navires de combat. Une mission navale contribua à la réorganisation de la marine bulgare et le premier commandant de la Flotte fut un officier français (Lieutenant de vaisseau Pichon). Les cadres de la Marine furent formés dans les écoles militaires françaises. De 1903 à 1906, le général Alexandre Kissiov, futur ministre de la Défense⁷⁵ fut formé à l'Ecole de Guerre à Paris. Avec l'apparition de l'arme aérienne, la France contribua à la formation des pilotes et pendant la première guerre balkanique, des pilotes français combattirent dans l'armée bulgare. En 1912, la dette publique bulgare, contractée envers la France s'éleva à 500 MF sur un montant totale de 600 MF. La propagation de la culture française, effectuée notamment par l'alliance française de Sofia atteignit son apogée. Qu'il s'agisse de la culture ou des finances, ni l'Angleterre, ni l'Autriche-Hongrie, ni l'Allemagne ne furent en mesure de l'égaliser. Les Bulgares eurent alors très bonne presse en France. Le géographe et publiciste A. Chéradame fit ainsi leur éloge avant guerre :

« Ils ont des qualités de patriotisme de ténacité et d'économie qui méritent notre sympathie ... leur roi Ferdinand 1^{er} à demi français, puisque petit-fils de Louis-Philippe...l'un des princes les plus avisé de l'Europe... son armée qui atteint déjà son développement maximum possible ».

L'un des objectifs de la pénétration économique de la France en Bulgarie visait avant tout à engager le pays d'un point de vue politique. Après la seconde guerre balkanique, la France ne fut plus encline à venir en aide à la Bulgarie sans compensations. La demande bulgare d'un emprunt de 500 MF fut accueillie avec la plus grande réserve et soumise à des conditions onéreuses et à l'adhésion préalable à l'Entente⁷⁶. Progressivement, les Bulgares se tournèrent alors vers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

L'intérêt de la France pour les entreprises et les affaires en Serbie commença à se manifester clairement après l'obtention de l'autonomie en 1830. Un certain nombre de voyageurs

⁷⁵ 1931-1934.

⁷⁶ Système d'alliance fondé sur les accords bilatéraux conclus à partir de 1907 entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, en vue de contrebalancer la Triple alliance (ou Triplice) liant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie depuis 1882.

attirèrent alors l'attention du public sur une région jusque là presque inconnue et sur son potentiel économique non négligeable. On peut citer par exemple le diplomate français Bois le Comte (1834) ou encore le géologue et voyageur Ami Boué (1837).

C'est l'industrie minière qui attira tout d'abord les étrangers. Dans ce domaine, le capital français réussit à s'imposer devant l'Angleterre et la Russie. En 1858, la mine de fer de Majdanpek et la mine de charbon de Dobra furent remises en exploitation privée à une société française. Celle-ci essaya par ailleurs d'organiser la navigation sur le Danube, en vue de combattre le monopole de l'Autriche dans le transport des marchandises serbes. Cependant elle s'écroula et les positions françaises furent reprises entre 1862-1866 par le capital anglais. Après plus de 20 ans d'absence, le capital français regagna ses positions dans l'industrie minière où il occupa la troisième place par le nombre de concessions obtenues, derrière les Anglais et les Belges, mais devant les Austro-hongrois, les Allemands et les Russes. La Société française minière et métallurgique en Serbie fut fondée à la fin du XIXe, suivie de la Compagnie des mines de cuivre de Bor en 1904. Cette dernière fut jusqu'à la première guerre mondiale la plus importante mine de Serbie.

A partir de 1876, la Serbie eut recours à des emprunts à l'étranger. Plus de 75 % faisaient intervenir le capital français et jusqu'à 30 % du budget total de la Serbie fut consacré à l'amortissement des annuités. Ainsi, la Serbie qui fut l'unique pays d'Europe sans dette publique au commencement des années 1870 devint, après la Grèce, l'Etat le plus grevé de dettes. A partir de 1895, les revenus d'état de la Serbie furent placés sous le contrôle de financiers français et allemands. En 1902, sur l'ensemble de la dette extérieure de la Serbie, environ 70 % était d'origine française contre « seulement » 30 % d'origine austro-allemande. Le capital français sous forme d'emprunt fut donc hégémonique et ne put être éludé. Lorsque Pierre Ier Karageorgévitch prit le pouvoir en 1903, francophile et ancien combattant de l'armée française, il amplifia les relations avec notre pays. Ce mouvement s'exacerba encore lors de la crise douanière avec l'Autriche⁷⁷ au cours de laquelle les Messageries maritimes de Marseille assurèrent le transport de l'exportation serbe vers les marchés occidentaux. A cette époque, la Serbie contracta auprès de la France un emprunt de 95 MF, qui fut complété par un second de 150 MF en 1909 et un troisième de 250 MF en 1913. Ces emprunts furent destinés à la construction du chemin de fer et à l'achat d'armement. C'est au cours de cette période que la société Schneider livra les canons de 75 mm surnommés par les Serbes : « le français ». Les nouveaux emprunts lièrent d'avantage la Serbie à la France et donc au bloc de l'Entente et à la lutte menée par cette dernière pour atteindre la prédominance dans les Balkans.

En 1910, plusieurs banques françaises impliquées en Serbie créèrent la Banque franco-Serbe. Jusqu'en 1914, celle-ci développa ses affaires à tel point qu'elle entra en concurrence avec la Banque de France. Elle se retrouva à la tête d'un consortium de Banques en dehors duquel, la Serbie ne pouvait plus contracter d'emprunts. Lors de la visite du roi Pierre en France en 1911, la diplomatie française résuma de la manière suivante les intérêts français en Serbie :

⁷⁷ 1806-1810 : Guerre des cochons.

« Les intérêts véritables que la France possède en Serbie, et qui méritent la sollicitude du Département, sont de nature économique et culturelle. Les banques françaises sont devenues les régulatrices à peu près exclusives du crédit serbe »⁷⁸

A la veille des guerres balkaniques, la banque franco-serbe fonda la Société franco-serbe d'entreprises industrielles et de travaux publics qui entreprit d'importants ouvrages dans le domaine de la construction ferroviaire et obtint d'importantes concessions telle que la construction du port fluvial de Prahovo.

Dans ces conditions, le capital français exerçait une pression considérable sur la Serbie. Celui-ci inondait le commerce extérieur de la viande, les travaux publics, l'exploitation des mines, l'armement, les banques et les différentes formes de crédit. La Serbie fut tenue de commercer essentiellement avec la France malgré que les prix des produits français fussent plus élevés qu'ailleurs. Cette situation fit dire au président du conseil de Serbie :

« Les Français nous tiennent à la gorge, et il est impossible de nous en débarrasser ».

Au total, à la veille de la Grande Guerre, les investissements financiers français furent évalués à 1MdF. En conséquence, la dépendance avec la France était totale et indissoluble.

Au cours du XIXe siècle, le déclin de l'empire ottoman s'accrut et les grandes puissances cherchèrent chacune à leur manière à en prendre leur part. La France, sortie affaiblie du congrès de Vienne, commença par apporter son soutien au peuple grec, dans le sillage de l'Angleterre et de la Russie. Les philhellènes très pénétrés de culture antique virent dans le soulèvement du peuple grec, la lutte de la Civilisation contre la Barbarie, de la Croix contre le Croissant. Par ailleurs, le mouvement Romantique amplifia ce phénomène en remettant en valeur le Moyen Age, les Croisades et le goût pour l'Orient. Les œuvres de Delacroix (Entrée des Croisés à Constantinople, Massacres de Chio), les œuvres poétiques d'Hugo (Les Orientales) et de Delavigne (Les Messéniennes) en furent quelques témoignages éclatants. C'est donc en quelque sorte le cœur et l'humanisme qui conduisirent la France à intervenir en Grèce au risque de porter un coup fatal à la stabilité de l'empire ottoman et à l'endiguement au sud des Puissances centrales, ainsi qu'aux avantages commerciaux importants conférés par les Capitulations.

Dans la seconde moitié de XIXe siècle, la guerre de Crimée qui déboucha sur la création de la Roumanie fut beaucoup moins dénuée d'arrière pensées politiques et économiques. La défense de l'empire turc confronté à l'expansionnisme russe, dans le cadre d'une alliance avec l'Angleterre et d'une neutralité de la Prusse et de l'Autriche-Hongrie, permit à Napoléon III : de mettre un terme aux alliances du traité de Vienne, de repousser les Russes vers le nord, de jeter un voile pudique sur les conditions de son arrivée au pouvoir et de faire des Balkans une véritable zone d'expansion économique et commerciale. Les Balkans donnèrent donc à la France l'occasion de reprendre sa place dans le concert des nations.

⁷⁸ Revue historique des Armées : « La France et les Balkans » mars 2002.

Après avoir grandement contribué à la naissance de la Grèce et de la Roumanie, la France chercha donc par la suite à prendre le contrôle de la région en développant son influence culturelle et en asservissant les Etats balkaniques à son capital. Au total, les investissements français dans les Balkans atteignirent avant guerre presque 6 MdF. En conséquence, le premier impératif de la politique étrangère française dans la région fut en permanence d'assurer le maintien d'un statu quo et ainsi, la pérennité de ses investissements. La France eut notamment un rôle modérateur pendant les deux crises balkaniques de 1912-1913.

5) La Grande Guerre et la naissance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Au cours de la Grande Guerre, la France fut le principal moteur de l'intervention politique et militaire dans les Balkans. Elle intervint en appui de l'Angleterre dans les Dardanelles, elle prit le commandement interarmées des forces projetées en Macédoine et elle entreprit une coopération militaire efficace avec la Roumanie. Hormis cette dernière, ces interventions militaires coûtèrent un lourd tribut en vies humaines et n'eurent pas les résultats escomptés.

Le recueil des forces serbes puis, l'action militaire française dans les Balkans donna naissance à la « traditionnelle » amitié franco-serbe. Cependant, si les forces serbes donnèrent aux alliés leurs premières victoires au début de la guerre, et malgré l'importante propagande pro serbe qui en résultait (organisation à partir de 1915 d'une « journée serbe » dans toutes les écoles de France, multiplication de conférences en faveur de la Serbie et de la constitution d'un Etat yougoslave⁷⁹), les responsables politiques français furent principalement tentés de sacrifier les intérêts serbes afin de favoriser l'entrée en guerre de l'Italie et de la Bulgarie.

Après avoir rappelé les interventions militaires de la France dans les Balkans, un point sur l'évolution de la position française concernant les Slaves du sud et la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes montrera que l'intérêt porté par la France était surtout d'ordre stratégique et économique et relevait beaucoup moins d'une amitié pour les peuples de la région.

5.1) L'action militaire française dans les Balkans.

5.1.1) La France et les Dardanelles

Afin de pousser la Turquie à sortir de la guerre et permettre ainsi à la Russie de maintenir ses liens avec les Alliés, la France, appuyant l'Angleterre, participa à une nouvelle tentative de « conquête » de Constantinople et de ses Détroits. Cet épisode désastreux marqua la fin de quatre siècles de relations plus que cordiales entre la France et l'empire ottoman. Pendant presque une année, des milliers de français, surtout originaires des colonies, laissèrent leur vie

⁷⁹ Edmont Rostant.

sur une portion de territoire balkanique de quelques dizaines de kilomètres de large et profonde de 6 kilomètres.

Après le déclenchement de la guerre, la disparition progressive des corsaires allemands permit aux forces de l'Entente d'accéder à la maîtrise des mers. En Méditerranée, la neutralité italienne et la faiblesse de la marine austro-Hongroise sembla condamner ce théâtre à un rôle secondaire. L'entrée en guerre de la Turquie de Moustafa Kemal en novembre 1914 présenta alors un élément nouveau. En effet, depuis le milieu du XIXe siècle, la protection de l'empire ottoman constituait une constante pour la France et l'Angleterre toutes deux décidées à écarter la Russie des Détroits et de la « mer libre ». Par ailleurs, la désagrégation continue de l'empire ottoman ne le prédisposait pas à entrer en guerre. Au cours du siècle précédent, la France et l'Angleterre étaient intervenues à plusieurs reprises en faveur des Turcs et avaient ainsi prolongé l'existence de « l'homme malade ». Toutefois, de 1875 à 1914, le rapprochement progressif de la France, de la Russie et de l'Angleterre provoqua un rafraîchissement des relations avec la Turquie qui fut pratiquement éliminée de l'Europe du fait des guerres balkaniques. Tout en conservant des intérêts considérables dans l'empire ottoman, la France et l'Angleterre s'inquiétèrent toutefois de l'influence grandissante de l'Allemagne à Constantinople. A la fin du XIXe siècle, le Kaiser se proclama protecteur de l'Islam et obtint ainsi des concessions importantes telles que le fameux Bagdadbahn. Par la suite, une mission militaire menée par le général allemand Liman von Sanders, procéda à la réorganisation de l'armée turque. En 1914, les principaux responsables turcs comptaient de nombreux germanophiles et pour un pays réputé « malade », il jouissait d'une rude santé militaire. L'entrée en guerre de la Turquie obligea donc les Alliés à repenser la conduite stratégique de la guerre. Début 1915, Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté britannique, préconisa une opération dans les Dardanelles afin de maintenir ouvert les Détroits en frappant un maillon faible des Puissances centrales et convaincre ainsi l'Italie d'entrer en guerre aux côtés des Alliés. Lloyd Georges, ministre de la Guerre, préconisa, quant à lui, une puissante offensive dans les Balkans, susceptible de menacer le flanc des Puissances centrales et d'entraîner dans la guerre la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie. La première idée l'emporta et la France bien que peu encline à disperser ses forces sur d'autres fronts participa à l'expédition.

Dès novembre 1914, les Alliés lancèrent un avertissement aux Turcs en faisant bombarder quelques minutes les forts de l'entrée des Dardanelles par deux navires français et deux navires anglais. Cette action fut cependant très néfaste car elle conduisit les forces turco-allemandes à renforcer les Détroits. Mise à mal sur le front occidental, la France ne fut pas en mesure d'apporter une force très importante, elle engagea néanmoins une escadre sous les ordres de l'amiral Guépratte, une, puis deux divisions sous les ordres du général d'Amade⁸⁰. Après un échec de la Marine dans la percée des Détroits, les alliés débarquèrent sur la presqu'île de Gallipoli le 25 avril 1915. Avec ses transports et la flotte de soutien, l'expédition amphibie qui mit initialement à terre 60 000 Anglais et 15 000 Français constitua la plus forte concentration amphibie jamais assemblée. Au plus fort de la bataille, les Anglais engagèrent

⁸⁰ Il fut remplacé en mai par le général Gouraud. L'une des divisions françaises fut placée sous les ordres du général Masnou, la seconde arrivée en renfort en mai sous les ordres du général Bailloud.

au total environ 120 000 hommes et les Français environ 40 000. En raison d'une opposition turque extrêmement puissante et préparée, la pénétration alliée ne dépassa pas six kilomètres. Malgré l'obstination de Churchill, l'expédition Anglo-française s'avéra un terrible échec, le front de Gallipoli resta immobile et les pertes dues aux balles, aux conditions climatiques et aux maladies furent terribles. L'entrée en guerre de la Bulgarie et l'effondrement du front serbe conduisit le gouvernement français à expédier à Salonique l'une de ses deux divisions des Dardanelles, ce qui condamna définitivement l'expédition. Les Alliés entreprirent une évacuation qui prit fin en janvier 1916. Au total, les troupes franco-britanniques laissèrent environ 145 000 victimes⁸¹, dont environ 30 000 Français.

5.1.2) La France et la Macédoine

A l'automne 1915, la situation de l'Entente en Méditerranée orientale et dans les Balkans n'avait rien d'enviable. La campagne des Dardanelles s'enlisait et le corps expéditionnaire Allié enregistrait des pertes effroyables provoquées par les privations, les maladies et la résistance d'un adversaire coriace. Afin d'établir des relations directes avec la Turquie, les Empires centraux préparaient une grande offensive contre la Serbie. Du côté de l'Entente, l'idée d'une intervention directe dans les Balkans poursuivait son chemin. Comme Lloyd George en Angleterre, Poincaré et Briand pensaient qu'une puissante diversion au cœur des Balkans pourrait relancer la guerre, contribuer au soulèvement de tous les Slaves d'Autriche-Hongrie et arracher la décision qui se dérobaient sur le front occidental. Afin d'attirer la Bulgarie dans l'Entente, une partie de la Serbie avec Monastir et la région de cavalla qui appartenait à la Grèce lui fut même promise. Ce plan, qui avait la faveur des hommes politiques, se heurtait cependant à l'opposition des militaires. Par principe, Joffre affichait son hostilité à toutes diversions, qui contribueraient à dégarnir le front occidental. Par ailleurs, une mission militaire française envoyée à Salonique au cours de l'été 1915 avait pu juger de visu de la faiblesse logistique de Salonique et de sa région. C'est dans ce contexte, que les débuts de l'intervention Alliée en Macédoine aboutirent à un véritable fiasco.

Le général Sarrail, commandant des forces franco britanniques arriva à Salonique fin octobre 1915 avec seulement quatre divisions. A cette date, l'offensive des Puissances centrales dans les Balkans battait son plein. L'armée serbe était en déroute et la prise de Skopje (Usküb) par les Bulgares lui interdisait une retraite vers le sud et la contraignait à se jeter dans les montagnes albanaises où elle connut un véritable calvaire.

Malgré tout, le général Sarrail lança ses troupes le long du Vardar au fur et à mesure de leur arrivée. Elles progressèrent jusqu'à 125 km au nord de Salonique, mais la faiblesse des effectifs et les difficultés de transport ne permirent pas d'aller plus loin. Début décembre 1915, accablé par les forces germano-bulgares, Sarrail donna l'ordre repli sur Salonique. L'ennemi s'arrêtant sur la frontière grecque, le rembarquement sous le feu ennemi fut par chance évité. L'expédition ne sauva pas l'armée serbe, mais elle permit néanmoins d'en faire recueillir une partie à Corfou. Bien que l'armée française ne fut pas vaincue, elle fit une nouvelle démonstration de son impuissance dans les Balkans. Après avoir été nommé

⁸¹ Dont 5000 morts dus à la maladie ou au froid.

commandant en chef interallié de l'armée d'Orient, le général Sarrail se vit attribuer des moyens supplémentaires pour transformer Salonique et sa région en un véritable camp retranché. Les effectifs de l'armée d'Orient ne cessèrent de croître pour atteindre 370 000 hommes courant 1917, parmi lesquels six divisions serbes reformées à Corfou par les Français. Pourtant les résultats de cette Armée ne suivirent pas la croissance des effectifs ce qui fit dire en Allemagne que Salonique était : « le principal camp de prisonniers allemand ». En effet, si dans le second semestre 1916, l'armée d'Orient repoussa une offensive bulgare en direction de la Thrace hellénique, la diversion bulgare permit aux Empires centraux d'attaquer la Roumanie, lancée avec inconscience dans la guerre.

En fait, plusieurs facteurs paralysèrent l'action de l'armée d'Orient. Tout d'abord, elle constitua une véritable « armée de Babel », avec toutes les difficultés de commandement que cela laisse supposer. Ainsi, en plus des français, il y avait également des Britanniques, des Serbes et des Italiens. La région étant marécageuse et infestée de moustiques, les forces engagées furent terrassées par les maladies. Livrée à elle-même dans un pays pauvre, glacial l'hiver et excessivement chaud l'été, l'armée d'Orient effectua de considérables travaux d'infrastructures. Ainsi, en deux ans, elle dut construire 900 kilomètres de routes. En outre, l'éloignement, l'insalubrité, le mauvais ravitaillement, l'absence de permissions provoqua, comme en France en 1917, une crise sévère du moral, marquée par des mutineries qui concernèrent même des officiers. De son côté, l'armée serbe constitua le terrain d'élection des sociétés secrètes, la « main noire ⁸² » en particulier. Son chef, le colonel Dimitrievitch dut être exécuté et le commandement serbe épuré⁸³. En outre, les troupes vécurent dans la hantise des partisans d'origines grecque et bulgare. On assista au développement du cycle infernal attentats-représailles. Les civils furent traités en suspects, les autorités locales accusées de mauvaise volonté. Des exécutions collectives se produisirent dans plusieurs villages.

Le caractère du général Sarrail n'arrangea rien à la situation. D'un tempérament très fort, surnommé « Sarrail le terrible », il s'avéra être un chef et un subordonné à la fois redoutable et détestable. A Salonique, il ne put s'entendre avec aucun de ses subordonnés et devint rapidement odieux envers les généraux anglais, italiens et serbes. Vis-à-vis des Grecs, il se conduisit en proconsul d'un pays conquis et se montra dépourvu de toute souplesse diplomatique. En fait, de 1916 à 1917, la position ambiguë de la Grèce constitua un problème permanent laissant planer une menace constante sur les arrières du corps expéditionnaire. Le général Sarrail n'eut de cesse de faire céder le roi Constantin, de sentiments pro-allemands et redoutant pour son pays le sort de la Serbie. Le commandant en chef de l'Armée d'Orient dut s'appuyer sur l'ancien Premier ministre Venizélos, favorable à l'Entente et qui constitua, en juillet 1916, un véritable gouvernement séparatiste qui engloba la Macédoine et les îles. En décembre 1916, le roi repoussa un ultimatum français, un détachement de marins tomba dans le « guet-apens de Zappe ion » et la crise ne fut résolue que six mois plus tard. En mai 1917,

⁸² Fondée en 1911 à Belgrade par des partisans de la Grande Serbie, elle s'appela tout d'abord « L'union ou la mort ». Elle serait à l'origine de la mort de l'Archiduc François-Ferdinand le 28 juin 1914. En décembre 1916, alors que l'armée serbe combat en Macédoine, les principaux dirigeants et cadres de la « main noire » furent arrêtés.

⁸³ 200 officiers de la « main noire » furent envoyés dans un bagne en Tunisie.

Sarrail et Jonnart, haut-commissaire des Puissances protectrices, procédèrent à un véritable coup d'Etat. Athènes, Corinthe et la Thessalie furent occupées. Le roi abdiqua et la Grèce entra en guerre aux côtés de l'Entente. A partir de ce moment, l'armée d'Orient disposa d'un renfort appréciable et de communications améliorées. Fin 1917, Clemenceau, lassé des incartades du « proconsul » décida de le remplacer par le général Guillaumat. Clemenceau n'aimait pas le front de Salonique, il surnommait les soldats français des Balkans, qui cultivaient des salades dans leurs camps de toiles pour ne pas mourir du scorbut, « les jardiniers de Salonique ».

En 1918, le général Franchet d'Espèret succéda au général Guillaumat et l'Armée d'Orient atteignit 600 000 hommes. Il déclencha le 14 septembre une offensive contre les Bulgares qui conduisit les Alliés au Danube et obligea la Bulgarie à signer l'Armistice. Plus de 300 000 milles français combattirent sur le front de Salonique et plus de 50 000 y perdirent la vie.

5.1.3) La France et les Slaves du sud

Reconstituée rapidement à Corfou après la retraite de l'hiver 1915, l'armée serbe fut réengagée sur le front de Salonique, sous commandement français. Des slaves du sud de l'empire austro-hongrois avaient été faits prisonniers par l'armée serbe et avaient suivi leur retraite. Environ 10 000 furent envoyés en France et furent pour certains employés dans les usines d'armement, les chemins de fer ou les transports. Dès le début de la guerre, le ministère de la guerre français avait accepté l'idée de constituer des unités de Slaves du sud dans l'armée française, cependant leur constitution n'eut lieu qu'au cours de l'année 1916 et elle ne rencontra pas le succès escompté. En effet, qu'il s'agisse du bataillon bosniaque puis de la compagnie yougoslave, les autorités françaises furent contraintes en quelques mois de les désarmer puis de les interner, malgré leur bon comportement au feu. Ils furent traités comme prisonniers de guerre à Cervione en Corse. La cause immédiate fut l'indiscipline générale mais l'origine des troubles fut l'existence de divergences d'opinion parmi les différents peuples yougoslaves. Les Français autorisèrent également la formation d'une légion monténégrine, mais elle dut être dissoute sous pression serbe. Les difficultés rencontrées dans la formation d'unités yougoslaves laissèrent donc présager des difficultés de cohésion rencontrées par la suite dans le futur Etat des Serbes, Croates et Slovènes.

Toutefois, un certain nombre de Slaves du sud engagés dans l'armée russe furent envoyés en France après la Révolution et rejoignirent la Légion Etrangère.

5.1.4) La France et la Roumanie

La mission militaire conduite par le général Henri Matthias Berthelot en Roumanie fut l'une des premières en importance, de toutes les missions militaires françaises envoyées à l'étranger pendant la Grande Guerre.

Quand la Roumanie, longtemps hésitante, se décida à entrer dans le camp des Alliés en août 1916, Joffre dépêcha le général Berthelot afin de conseiller les dirigeants politiques et militaires roumains. Sur place, il ne tarda pas à prendre en main la réorganisation de l'armée roumaine avec le concours d'officiers et de soldats français de l'Armée de Terre et de la

Marine. Son action permit à l'armée roumaine de s'équiper, de s'organiser et de se comporter honorablement face aux Allemands. Au-delà de la Roumanie, Berthelot reçut également mandat de maintenir le plus longtemps possible en guerre la Russie. La Révolution de février 1917 rendit la poursuite de la lutte de plus en plus difficile. Réduit à ses seules ressources, il ne réussit pas à former en Russie de nouvelles unités capables de se ranger aux côtés de l'armée roumaine. Son action multiforme, à la fois diplomatique et militaire contribua à prolonger l'existence du front oriental de plusieurs semaines, permettant ainsi aux Alliés de se préparer à affronter les offensives de Ludendorff à l'ouest. En outre, les victoires de Marasesti⁸⁴ en août 1917, montrèrent avec éclat l'excellence de la méthode française, alliée à la valeur des soldats roumains. Privé de l'appui de la Russie, la Roumanie fut cependant vaincue et dut signer le traité de Bucarest le 7 mai 1918. Ce traité l'obligea à céder de nombreux territoires et à expulser la mission du Général Berthelot. Peu de temps après, la victoire des Alliés permit le retour triomphal du général Berthelot à Bucarest en décembre. Il fut alors considéré comme l'un des parrains de la constitution de la Grande Roumanie.

5.2) La politique française vis-à-vis des Yougoslaves

5.2.1) Le soutien apporté à la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes

Le monument de reconnaissance à la France, élevé en 1930 par le sculpteur croate Mestrovic dans les jardins du Kalemegdan à Belgrade fut l'un des signes les plus forts marquant les liens étroits unissant les peuples français et serbe. Il est vrai qu'en 1919, la France victorieuse contribua à la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes et jeta ainsi les fondements de ce qui allait devenir la Yougoslavie. Cependant, il est important de rappeler que, sur ce sujet, la position française évolua sensiblement au cours de la guerre, au gré de ses intérêts.

D'août 1914 à 1915, lorsque l'armée serbe, seule, affronta vaillamment l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, la question yougoslave resta dans l'ombre des efforts que firent la France et les autres puissances de l'Entente pour séparer la double Monarchie de l'Allemagne et attirer l'Italie, la Bulgarie et la Roumanie dans la guerre.

Dans ce contexte, le 9 octobre 1914, le ministre français des Affaires Etrangères, Théophile Delcassé, reçut un émigré politique croate du nom de Fano Supilo qui lui expliqua les aspirations des Croates, des Slovènes et des Serbes de constituer une union. Ce dernier rapporta alors que Delcassé se prononça en faveur de l'union des Slaves du sud :

« Si l'Allemagne est vaincue, il y aura toujours 80 millions d'Allemands et il faudra se défendre contre eux. Le grand mur de cette défense sera les slaves du sud».

Delcassé affirma, non sans arrières pensées, que la France n'était pas prête à faire des concessions à l'Italie, que le gouvernement français ferait tout son possible pour que le principe des nationalités soit respecté dans le traitement de la question yougoslave et qu'il

⁸⁴ Verdun roumain (mausolée commémoratif).

donnerait son appui à cette cause étant donné qu'elle s'accordait avec les buts de la politique française en Méditerranée.

Au cours de cette période, la France n'était cependant pas encore prête à sacrifier l'existence de l'Autriche-Hongrie aux Yougoslaves ou encore aux Tchèques. Sa vision politique concernant les Croates et les Slovènes était alors proche de celle du professeur Ernest Denis⁸⁵, qui proposait une large autonomie des peuples slaves dans le cadre d'une Monarchie danubienne, en l'occurrence l'Autriche-Hongrie, démocratisée et fédéralisée. La Serbie aurait pu, quant à elle, s'étendre en Bosnie-Herzégovine, en Dalmatie et dans une partie de la Slavonie. Le gouvernement serbe et les émigrés croates étaient alors complètement opposés à une telle solution. Parallèlement, à la même période, le gouvernement britannique se montrait ouvertement favorable aux aspirations des peuples slaves du sud. Cependant, il était d'avis qu'ils devaient accepter certains sacrifices en Istrie en compensation de l'entrée en guerre de l'Italie.

En novembre 1914, les émigrés croates, rejoints par des députés serbes de Bosnie-herzégovine pilotés par le gouvernement serbe de Pacic⁸⁶, formèrent un comité yougoslave chargé de promouvoir les aspirations des Slaves du sud. En décembre 1914, le gouvernement Pacic souligna que la guerre défensive imposée à la Serbie s'était transformée en une guerre de libération des Serbes, des Croates et des Slovènes. Malgré ces positions, en France, Ernest Denis était selon toute apparence, le seul français qui projetait réellement la création d'une forme d'Etat yougoslave.

Début 1915, l'Entente renforça les démarches pour une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie, ainsi que sa recherche de nouveaux alliés. Côté français, la Serbie était bien sûr attachée par des liens politiques, militaires et surtout financiers très forts, cependant d'importantes sympathies se manifestaient encore envers l'Autriche-Hongrie, sympathies fondées sur la conviction, que dans ce pays, existait une forte tendance à se séparer du voisin allemand. Par ailleurs, en cas de nécessité, la France et ses alliés étaient prêts à sacrifier les intérêts de la Serbie, ainsi que de tous les slaves du sud sous domination autrichienne, afin de compter à leur côté, l'Italie, la Bulgarie et la Roumanie. Ainsi, après la victoire de la Marne, la France envisagea les compensations à faire à la Serbie en Bosnie-Herzégovine et en Dalmatie, en contrepartie de celles que devrait faire la Serbie en Macédoine au profit de la Bulgarie. En ce qui concerne l'Italie, l'impact pour les Slaves du sud fut encore plus important. En effet, l'Italie avait d'importantes prétentions territoriales sur la côte Adriatique et n'était pas disposée à accepter une quelconque union des Slovènes, des Croates et des Serbes. La France trouva exagérée les prétentions italiennes dans les Balkans, cependant elle voulut absolument finir la guerre avant l'hiver. Ayant déjà perdu plusieurs centaines de milliers de combattants, elle était épuisée et elle poussa pour un compromis qui déboucha sur le traité de Londres⁸⁷. Ainsi, dans ce premier traité contenant les buts de guerre de l'Entente était implicitement exclue l'union au sein d'un même état, des Croates, des Slovènes, des Serbes et des Monténégrins. Quant aux territoires promis à l'Italie sur la côte de l'Adriatique, ils étaient

⁸⁵ Fervent défenseur des peuples slaves.

⁸⁶ Chef du gouvernement serbe.

⁸⁷ 26 avril 1915.

peuplés en grande majorité par les peuples yougoslaves, situation en parfaite opposition avec le principe des nationalités. Sacrifiant les Yougoslaves, le gouvernement français était alors convaincu qu'avec l'entrée en guerre de l'Italie, d'autres pays rejoindraient le parti de l'Entente et qu'il y avait ainsi toutes les raisons d'espérer la victoire. Immédiatement après la signature de ce traité, le ministre Delcassé reçut le comité yougoslave, qui lui exposa son but de libérer les Croates, les Slovènes et les Serbes de l'Autriche-Hongrie et de les unir avec la Serbie et le Monténégro. Pensant que le comité n'avait pas connaissance du contenu exact du traité, il exprima alors la sympathie de la France pour les Slaves du sud et son attachement au principe des nationalités. Suite à ces paroles, interpellé par le comité sur les termes du traité, le ministre ne nia pas, mais il souligna que pour l'Entente, ce traité était une nécessité, laquelle est toujours plus forte qu'un principe et qu'en tout cas, l'on était encore loin de son application. Le temps venu, l'Entente ne commettrait aucune injustice envers les Yougoslaves.

Le changement d'orientation de la France se manifesta à partir de 1916. Lors d'une rencontre entre Briand et Pacic en avril, le ministre français réitéra la promesse de l'assistance de la France lors du règlement définitif de la question yougoslave. A la même période, Charles Loiseau, conseiller à l'ambassade de France à Rome, étudia plus précisément la façon de coordonner les intérêts italiens et français dans les Balkans, ainsi que l'utilisation possible d'un état yougoslave permettant de mettre sous hypothèque politique française toute la région balkanique. De plus, considérant le besoin d'alléger le front italien et russe par la formation du front de Salonique, la question yougoslave se trouva au cœur des préoccupations françaises. Les représentants français d'Italie et de Corfou se lancèrent dans une intense propagande afin de maintenir de bonnes relations entre italiens et serbes. Le ministre plénipotentiaire français à Corfou écrivit alors :

«Il n'y a rien à attendre des Yougoslaves en masse tant qu'ils n'auront pas la garantie de leur libération définitive et de n'être pas condamnés à passer de la domination autrichienne à celle de l'Italie».

Ce dernier soulignait également qu'une lutte entre l'Italie et la Serbie ne pourrait profiter qu'aux intérêts allemands et se ferait donc au détriment de la France. Malgré les divergences apparues sur la forme du futur Etat entre le comité yougoslave et le gouvernement serbe, le gouvernement français, revigoré par la victoire de Verdun, l'avance des troupes russo-roumaines dans les Carpates et les premiers succès sur le front de Salonique, se montra officieusement de plus en plus favorable au futur état yougoslave. Paul de Margerie, du ministère des Affaires Etrangères français se prononça en sa faveur et écrivit alors :

« La France se ménagerait pour l'avenir de tous ces pays une situation de premier ordre...notre situation en Europe en recevrait un surcroît de prestige, tandis qu'au point de vue économique nous pourrions en recueillir un sérieux bénéfice en prenant dans les pays yougoslaves la place qu'y occupait l'Autriche».

Compte tenu des promesses faites à l'Italie dans le traité de Londres, il n'y eut pas de manifestation officielle publique pro-yougoslave jusqu'au moment où échoua la dernière

tentative de paix séparée avec l'Autriche-Hongrie. Il fallut attendre le congrès de Rome⁸⁸ pour que le gouvernement français, alors confronté à une grande offensive allemande, envisage enfin officiellement d'accepter les revendications des peuples opprimés d'Autriche-Hongrie et parmi eux les Slaves du sud. Ainsi, le ministre Pichon déclara :

« La France, quelque soit le sentiment des alliés, ne pourrait moins faire que de donner aux nationalités en lutte avec l'Autriche une preuve tangible et efficace qu'elle marche en plein accord avec celles-ci».

Contrairement à ce qui était espéré, il n'y eut malheureusement ni insurrection contre Vienne, ni désertion massive de Slaves sur le front austro-italien.

La reconnaissance d'un Etat yougoslave devint principalement liée à la forme de son organisation interne future. Le comité yougoslave prônait pour un état fédératif. Le gouvernement serbe s'y opposait et visait la création d'un Etat unitaire avec la dynastie serbe à sa tête. Même après le congrès de Rome, le gouvernement français fut partagé sur la question et diverses tendances furent représentées l'une proche de la vision du comité yougoslave et l'autre du gouvernement serbe. La seule certitude fut qu'il fallait un état aussi fort que possible servant de contrepoids en Adriatique à l'Italie et s'inscrivant dans une chaîne d'Etats slaves formant un cordon sanitaire autour de l'Allemagne. Par ailleurs, les Serbes s'étant toujours montrés loyaux, la France n'était pas prête à reconnaître une Yougoslavie indépendante de la Serbie, bien qu'elle s'opposa aux demandes de Pacic de favoriser l'union des yougoslaves sous la monarchie serbe. De façon générale, la France ne souhaita pas prendre partie dans les querelles ouvertes entre les Slaves du sud d'Autriche-Hongrie et le gouvernement serbe.

Sans remettre en cause le traité de Londres, la France fit graduellement comprendre à l'Italie qu'il n'était pas dans son intérêt de s'opposer à la création d'un Etat yougoslave et d'être en opposition avec ce dernier. En effet, si l'Italie persistait à revendiquer des territoires non habités par des Italiens, les Slaves du sud se verraient contraints de chercher un appui en direction de l'Allemagne.

A partir d'octobre 1918, les troupes italiennes commencèrent à envahir le territoire croate et le conseil national à Zagreb demanda l'aide du gouvernement serbe. Contrainte par les velléités et les prétentions italiennes, la France décida de différer la reconnaissance de la Yougoslavie, dans l'attente d'une entente entre les diverses parties. Considérant les obligations que la France avait contracté envers l'Italie, il fallut alors éviter entre les deux pays toutes les questions relatives aux frontières du futur Etat yougoslave et recourir à l'arbitrage des Etats-Unis. Le 1^{er} décembre 1918 eut lieu la proclamation de l'Union des Serbes, Croates et Slovènes et la solution définitive quant aux frontières fut reportée à la conférence de Paris (janvier 1919) où le président Wilson imposa son programme en quatorze points, fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la sécurité collective.

⁸⁸ Congrès des peuples opprimés en Autriche-Hongrie (avril 1918).

5.2.2) L'abandon du Monténégro

De 1914 à 1916, les relations avec le Monténégro portèrent sur la collaboration militaire et l'approvisionnement du pays. Ainsi, la flotte française pénétra à plusieurs reprises en Adriatique pour affronter la flotte austro-hongroise et débloquent la côte monténégrine. L'alliance franco-monténégrine se concrétisa par la mise en place d'un détachement d'infanterie de 200 hommes à Cétigné et d'un détachement de 150 artilleurs dans les bouches de Kotor. Cependant, la présence française souleva les réserves et l'inquiétude du gouvernement serbe qui craignit qu'elle ne fut nuisible au projet d'unification du Monténégro et de la Serbie. En décembre 1914, les détachements furent rapatriés, mais la coopération perdura sous forme de fourniture d'armes et de vivres. En 1915, les billets de monnaie monténégrins furent imprimés à Paris et les commerçants monténégrins effectuèrent la plupart de leurs achats en France. Ainsi, la France et le Monténégro entretenirent-ils des relations d'amitiés.

Après l'effondrement du pays, le roi et son gouvernement séjournèrent à Bordeaux puis à Neuilly. Le roi prit position contre l'unification avec la Serbie et la préservation d'un Etat monténégrin indépendant. Le gouvernement français se tourna quant à lui vers le Comité monténégrin pour l'union nationale, adversaire du roi et favorable à l'union avec la Serbie. Sur le plan militaire, un bataillon monténégrin organisé par le roi et commandé par des officiers français fut envoyé sur le front de Salonique. Cependant, sur pression des Serbes, il fut dissout, les soldats désarmés et envoyés dans un camp de prisonniers de guerre en Corse. Ne correspondant pas aux intérêts français, les efforts du roi Nicolas pour l'organisation d'une unité militaire restèrent donc vains.

De 1918 à 1920, la France empêcha le roi et son gouvernement de rentrer au pays. En revanche, elle organisa le transport au Monténégro d'Andrija Radovic, président du Comité monténégrin pour l'union nationale. Les troupes françaises occupèrent le pays jusqu'en 1920, soutenant les actions d'union entre les Monténégrins et les Serbes. Les subventions accordées au roi Nicolas et à son gouvernement furent progressivement supprimées et les relations diplomatiques rompues.

5.2.3) La Macédoine sous influence

Lors du déclenchement de la Grande Guerre, l'importance de la Macédoine ne se limita pas au strict domaine militaire. En effet, de la fin du XIXe au début du XXe siècle, la Macédoine (alors Ottomane) fut l'objet d'une vive concurrence entre investisseurs français et allemands. Les investissements français eurent lieu au travers d'un certain nombre d'organismes tels que la Banque de Salonique, la Banque ottomane, Salonique-jonction dans le domaine des chemins de fer, la société du port de Salonique, la société industrielle et commerciale de Salonique, les établissements Orosdi ou encore Fressinet. Profitant de la création du front d'Orient, la France tenta de développer sa tutelle économique et culturelle sur cette région, véritable porte d'entrée des Balkans. En parallèle des opérations militaires, l'objectif fut donc

de s'emparer de l'héritage commercial allemand et de préparer l'après-guerre en mettant en place des moyens favorables au développement de l'influence française dans les Balkans.

Ainsi, lorsque les forces françaises installèrent leur tête de pont à Salonique en 1916, le général Sarrail commandant de l'Armée d'Orient reçut l'ordre de créer un bureau commercial et entreprit la publication du « bulletin commercial de Macédoine ». L'objectif de ce dernier fut de donner aux entreprises françaises toutes les informations nécessaires pour aborder le marché macédonien, telles que les ressources du pays, les matières premières exploitables, les besoins, les organismes de financement, etc. Vingt et un bulletins commerciaux furent émis jusqu'en octobre 1918.

Dans l'un de ces bulletins, on put lire par exemple :

« Il est utile dès maintenant de créer beaucoup des liens économiques entre la France et la Macédoine où la présence et le prestige de notre armée, et notre langue fort répandue, vont nous offrir une place privilégiée et nous permettre d'espérer un meilleur avenir ».

Au côté de cette revue fut également publiée une revue franco-macédonienne destinée elle aussi à faire connaître aux français les conditions économiques, historiques et archéologiques du pays. Au cours de l'année 1917, la revue franco-macédonienne souligna :

« le pays s'ouvre à de belles perspectives pour les efforts français d'après guerre ; Une expansion industrielle, commerciale ainsi que culturelle – avec cela, la France exportera les produits de son activité, elle exportera sa langue et son génie. »

Les chambres de commerce des principales villes françaises (Lyon, Marseille, Grenoble, Dijon, Bordeaux, Besançon, Angers, Oran, Saïgon...) répondirent rapidement à l'appel de ces revues et étudièrent les échanges commerciaux possibles.

Lorsqu'en 1918, la Grèce bascula clairement du côté de l'Entente (abdication du roi Constantin et arrivée au pouvoir de Venizélos), l'intérêt des français pour la Macédoine décupla et un certain nombre d'experts furent envoyés sur place (hydrologues, géographes, historiens, linguistes...). Par ailleurs, le commandant de l'Armée d'Orient déclencha une enquête approfondie de son 2^{ème} Bureau qui transmit au final un recueil intitulé « Etude politique et économique des régions macédoniennes et albanaises occupées par l'armée française ».

L'influence française fut également prolongée par les établissements d'enseignement religieux et laïques (Frères des écoles chrétiennes, Sœurs de St Vincent de Paul, l'Alliance Israélite, le Lycée français).

Les publications du moment évoquèrent le problème du statut de la Macédoine et de la sécurité de la région après guerre. Au travers des différents articles, transparut le projet de faire de la Macédoine un « Etat » placé sous la protection des grandes Puissances, Etat ou la France aurait bien sûr eu une influence prépondérante.

CONCLUSION

L'Histoire est donc là pour nous rappeler que le destin de la France et des Balkans se sont mêlés à maintes reprises bien avant les événements yougoslaves qui marquèrent la fin du Xxe siècle. Il s'agit principalement d'interactions circonstanciées sans réelle continuité, se transformant au cours des siècles en fonction de l'évolution respective de ces deux zones géographiques.

La péninsule balkanique se trouva d'abord sur la route des chevaliers français, qui dans un magnifique mouvement d'idéalisme religieux traversèrent la région et transitèrent le long de ses côtes afin de délivrer les Terres Saintes du Levant. Cette traversée ne fut pas sans impact sur le destin des peuples balkaniques. En effet, lorsque les premiers croisés arrivèrent sur le Bosphore, les Ottomans étaient déjà à Smyrne et à Nicée. A la suite des premières croisades, dont les éléments moteurs furent les féodaux français, la conquête de Constantinople par les musulmans s'en trouva reculée de quelques siècles, ainsi que l'invasion des Balkans.

Les conquêtes qui obéirent tout d'abord à un idéalisme religieux, se muèrent ensuite en impérialisme territorial, et les principautés établies dans le Levant furent en quelque sorte la première expansion coloniale française. Portés par ces nouvelles motivations hégémoniques et le mercantilisme des marchands italiens, les chevaliers français se rendirent coupables du sac de Constantinople et brisèrent au passage ce qui restait de l'unité byzantine. La quatrième croisade et les conquêtes qui suivirent en Grèce contribuèrent à « balkaniser » pendant un siècle la Roumanie et donc à la fragiliser à long terme face aux prétentions turques. Par ailleurs, en dispersant l'action française d'Acre à Constantinople, la quatrième croisade contribua à l'affaiblissement et la disparition précoce des colonies du Levant.

La conquête des territoires balkaniques constitua la seconde expansion coloniale française. Elle ne fit l'objet d'aucune volonté politique des rois de France, mais s'inscrivit dans une période de précellence et d'expansion de notre pays. Trop occupés à rassembler les terres de France dispersées depuis le traité de Verdun (843), les rois capétiens n'apportèrent pas de soutien particulier aux chevaliers expatriés, mais ils surent les requérir et bénéficier de leurs points d'appui lors des dernières « projection » effectuées en direction du Levant. Les principautés de Roumanie furent avant tout des colonies de chevaliers et non de peuplement. Seule une émigration française massive aurait alors permis d'installer durablement la France dans les Balkans. La poignée de barons français ne bénéficiant ni des effectifs, ni de la supériorité « civilisationnelle » permettant de s'opposer durablement aux Byzantins, l'empire latin de Grèce ne perdura qu'un siècle. Le seul français ayant eu le dessin de faire un unique royaume de toutes les colonies françaises situées en Méditerranée (Sicile, Naples, Morée, Constantinople, Levant) fut le frère de Saint Louis, Charles Ie d'Anjou. Cependant, sa puissance ne lui permit pas de faire aboutir son grand projet d'empire Méditerranéen, regroupant sous une même bannière, terres françaises (Provence) et terres balkaniques. Ses

proches descendants, rois de Hongrie et de Croatie ne parviendront pas non plus à étendre leur royaume et la civilisation française dans les Balkans.

Si la conquête et la colonisation d'une partie de la Grèce se produisit à un moment de rayonnement français, la guerre de cent ans provoqua une éclipse de notre pays dans la région. Pourtant, poussée par la folie du roi Charles VI et la peur de l'Au-delà, la France se conforma à son devoir chrétien, en participant en toute première ligne à la croisade de Nicopolis (1396), et en délivrant in extremis le Basileus (1400) de Constantinople. Malheureusement, à Nicopolis, la noblesse française fit une piètre prestation face à une armée turque en tous points supérieure. Pour les Balkans, il était déjà trop tard et l'action de la France ne suffit pas à enrayer la poussée turque. La victoire inattendue de Tamerlan sur le sultan Bayezid à l'Est n'offrit qu'un faible répit au Basileus et aux restes de son empire.

En s'emparant de Constantinople en 1453, les Turcs ottomans remportèrent un succès décisif, ouvrant les portes à leur expansion dans l'Occident chrétien. Ce dernier demeura alors, pendant près de deux siècles, sous la formidable menace de l'armée et de la flotte des Grands Turcs. Cependant, si les sultans successifs persistèrent dans leur engagement danubien et méditerranéen contre la chrétienté, c'est également parce qu'ils bénéficièrent, contre toute attente, d'une position française favorable à leur égard. En effet, l'empire romain germanique constituait alors un ennemi bien plus mortel pour la France que l'empire ottoman. C'est pourquoi, la fille aînée de l'Eglise, avec à sa tête des rois « très chrétiens », établit une alliance « contre nature », mais au combien réaliste, avec les Infidèles. François Ie, alors encerclé par les Habsbourg, mit en place les fondements de cette alliance, que tous les rois de France firent perdurer avec plus ou moins d'ardeur. Ainsi, à partir de 1526, date des premiers contacts entre Français et Turcs, les Habsbourg demeurèrent sous la pression constante de l'armée du sultan. Au-delà de la menace exercée sur l'empire romain germanique, cette alliance permit également à la France, au travers des Capitulations, d'acquérir dans l'empire ottoman des droits commerciaux très importants, et de se positionner en protecteur des chrétiens d'Orient. Malheureusement, la position française fit, que pendant plusieurs siècles, il fut impossible pour les peuples balkaniques de bénéficier d'une alliance chrétienne suffisamment puissante et volontariste pour les libérer du joug turc. A ce titre, les peuples balkaniques doivent en partie à notre pays, cette période plutôt funeste de leur histoire.

Si, pour les raisons précitées, la France du XVIe siècle ne participa pas à la bataille de Lépante (1571), en revanche, celle de Louis XIV contribua grandement, aux côtés des Impériaux, à la victoire européenne et chrétienne de Saint Gothard (1664). En effet, à cette époque et comme elle le fut au temps des Croisades, la France était redevenue l'arbitre du monde. Elle n'hésita donc pas à s'opposer aux trop grandes prétentions turques lorsque cela s'avéra nécessaire, tout en maintenant de bonnes relations diplomatiques et militaires afin de protéger les intérêts économiques liés aux Capitulations. Au siècle suivant, la France affaiblie par la stature de ses dirigeants, accentua néanmoins son influence dans la région, à tel point que la diplomatie de Louis XV provoqua une confrontation entre la Sublime Porte et la

Russie, et contribua ainsi à précipiter le déclin ottoman. Par ailleurs, les idées novatrices véhiculées par les Lumières dans toute l'Europe chrétienne se propagèrent également progressivement dans les Balkans et commencèrent subrepticement à saper les fondements de la domination ottomane.

La Révolution et l'Empire réalisèrent temporairement l'expansion territoriale de la France en Europe. Bonaparte, souhaitant couper la route des Indes aux Anglais, commença par rompre près de trois siècles d'alliance franco-ottomane. Cependant, la paix fut rapidement rétablie et l'influence française reprit une place prépondérante chez les Turcs. Les succès contre les coalitions d'Europe centrale conduisirent, quant à elles, au rattachement officiel de terres balkaniques à notre pays. Ces conquêtes napoléoniennes, regroupées sous le nom de Provinces Illyriennes, n'avaient pas de valeurs sentimentales pour la France. En revanche, elles permettaient de renforcer le blocus continental contre les Anglais, et de constituer, le moment venu, une tête de pont idéale pour l'accession aux restes d'un empire ottoman alors en déclin. En 1815, la chute de l'Empire conduisit au retour de la France dans son pré carré. Pour les peuples balkaniques, la présence française, même de très courte durée, ne fut pas sans effet. Elle permit la transmission des idées de liberté et d'égalité, inscrites dans sa constitution et dans son code civil. Elle créa le terreau du mouvement illyrien, qui se transforma en mouvement yougoslave, et qui regroupa les slaves d'Autriche (Croates, Slovènes, Serbes) en vue de l'union de ces divers peuples. Elle permit également le développement et l'ouverture économique de la région. En revanche, l'orientation géostratégique prise par la crise née de la Révolution et de l'Empire, prolongea l'asservissement des autres peuples balkaniques en donnant un précieux sursis à « l'homme malade » de l'Europe.

A la suite du traité de Vienne, le théâtre balkanique constitua un véritable tremplin pour le retour de la France au premier plan de la scène internationale. En effet, elle tira immédiatement profit des effets de son influence culturelle, concrétisée par le réveil du sentiment national chez les populations de la région. Confrontée aux empires centraux et à la Russie, la France accentua la formation et l'influence des élites locales. Par idéalisme, puis surtout par intérêts économique et politique, elle contribua militairement à la guerre de libération de la Grèce, à l'autonomie puis à l'indépendance des principautés roumaines. Le reflux inexorable de la tutelle ottomane laissa progressivement place à une lutte entre nations pour le contrôle des nouveaux pays. Le joug ottoman se commua en un véritable impérialisme politico-économique des principaux pays européens, et en premier lieu de la France. A défaut d'une zone d'expansion coloniale, les Balkans constituèrent, pour notre pays, d'une part une région d'expansion économique pour ses investisseurs puis, plus tard, un potentiel de pays suffisamment contrôlés pour rejoindre le clan de l'Entente. Orchestrant l'agonie interminable de l'empire ottoman, la France n'en continua pas moins de lui apporter soutien et investissements jusqu'à ce que l'influence allemande devienne prépondérante. Lorsque les guerres balkaniques éclatèrent, l'implication économique et politique française chez les

belligérants avait atteint un tel point, qu'elle ne put que protéger ses intérêts au détriment de ceux des peuples de la région.

L'attentat de Sarajevo fomenté par les activistes serbes de la « main noire », puis le jeu des alliances qui suivit, entraîna immédiatement la France dans le tourbillon de la Première Guerre mondiale. Ce conflit provoqua à nouveau l'intervention de troupes françaises sur les terres balkaniques, notamment dans les Dardanelles, à Salonique et en Roumanie. Malgré tous les efforts de la France, et hormis le cas de l'aide apportée aux Roumains, cette région resta marquée par d'importants revers militaires. Repoussés des Dardanelles, bloqués dans le camp retranché de Salonique, les soldats français furent également confrontés aux conditions climatiques, aux maladies, au harcèlement de certains habitants, au nationalisme serbe de la « main noire », à l'indiscipline des unités yougoslaves et à l'oubli de la mère patrie. Au-delà de la souffrance partagée qui fut à l'origine de la « traditionnelle » amitié franco-serbe, le front des Balkans ne contribua que peu au soulagement du front Occidental, mais saigna les troupes françaises et laissa une profonde amertume aux poilus survivants. En France, le combat héroïque des troupes serbes provoqua un vent de propagande afin de louer des compagnons d'armes si utiles. Malgré tout, les sacrifices serbes et l'action du comité yougoslave ne suffirent pas immédiatement à recueillir le soutien politique français, nécessaire à la constitution d'un Etat yougoslave. En effet, jusqu'au début de 1916, les Français furent beaucoup plus enclins à soutenir les intérêts italiens ou bulgares, afin de les amener à se battre à leurs côtés. Par la suite, la volonté d'attirer des investisseurs dans la région de Salonique et le comportement de proconsul du général Sarrail laissa présager de la poursuite après guerre d'un protectorat dans la région. Ce n'est finalement qu'en 1918 que la France se prononça pour la création d'un Etat yougoslave, mais c'est véritablement sous l'impulsion des Etats-Unis et du président Wilson que fut établi le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Des Croisades à la création de l'Etat yougoslave, l'histoire commune de la France et des Balkans se caractérise donc par son évolution permanente en fonction des circonstances, ainsi que par des discontinuités, qu'il s'agisse de la présence française ou de l'intérêt porté par la France à la région. Conquêtes opportunistes de Constantinople et de la Morée qui resteront sans lendemain, alliances plus ou moins fortes avec l'ennemi de la chrétienté lorsque cela s'avéra nécessaire, conquête éphémère des Provinces Illyriennes, constitution d'une zone d'influence culturelle et impérialisme économique, pour finir par une amère amitié franco-serbe forgée dans le sang de la Première Guerre mondiale. Les seules permanences résident dans la recherche constante d'un maintien des liens économiques avec la région du Levant, sur la route de laquelle se trouve les Balkans et la recherche d'une alliance de revers contre les Puissances centrales de l'Europe.

Bibliographie

- Buchon J.A. « Recherches historiques sur les principautés françaises de Morée et ses hautes baronnies » 1845.
- Buchon J.A. « Chronique de la conquête de Constantinople et de l'établissement des Français en Morée, écrite en vers politiques par un auteur anonyme dans les premières années du XIVe siècle » 1825.
- Chéradame André « Douze ans de propagande en faveur des peuples balkaniques » 1913.
- De Lanux Pierre « La Yougoslavie » 1916.
- Castellan Georges « Histoire des Balkans » Fayard.
- Actes du Colloque Franco-Yougoslave des historiens Ljubljana 26-27/06/1985.
- Jean Carpentier et François Lebrun « Histoire de la Méditerranée », éditions du Seuil.
- Jean Carpentier et François Lebrun « Histoire de France », éditions du Seuil.
- André Selier et Jean Selier « Atlas des peuples d'Europe centrale », édition La découverte.
- André Selier et Jean Selier « Atlas des peuples d'Europe occidentale », édition La découverte.
- Revue Historique des Armées n°1/2002 « La France et les Balkans », guerre 1914-1918.
- Christophe Dolbeau : « France-Croatie ».
- Que sais-je ? : « Les Croisades ».
- Jean Jacquart « François Ie », Fayard.